

Si l'arbitre avait vu ça!

par Jean-Marc DESJARDINS

Même si le match n'a pas été télévisé, les spectateurs n'auraient probablement pas pu voir la charge au bâton qu'a menée le gardien des Rangers, Ed Giacomin, contre Réjean Houle, en 3e période, hier soir.

L'arbitre Bill Friday suivait la rondue et tournait du même coup le dos à la scène de l'incident, soit une vingtaine de pieds devant la cage des Rangers.

D'ailleurs, Houle, lui-même, n'a rien vu. Et s'il s'est aperçu de quelque chose, c'est sans doute à cause du déplacement d'air que le lourd bâton de Giacomin a provoqué lorsque ce dernier l'a fait tomber à

quelques pouces seulement de la tête de l'ailier montréalais.

Cependant, Houle eût-il quitté la zone des Rangers une fraction de seconde plus tard, c'en était fait de lui. La force qu'a mis Giacomin pour tenter d'asséner le coup aurait sans doute été fatale.

Les spectateurs du Forum l'ont vu et pendant un instant la scène frisait le drame. Le jeu toutefois s'est poursuivi sans qu'on en vienne aux coups par la suite. Un simple échange verbal a satisfait les deux joueurs sur le moment.

Giacomin, dont c'est l'habitude de longuement commenter la rencontre, n'a même pas voulu ouvrir la bouche à l'issue de la rencontre. Même pas un grognement.

photo Jean Goupil, LA PRESSE

Le gouvernement ne bougera qu'à la table de négociations

par Réal BOUVIER

Le ministre de la Fonction publique, M. Jean-Paul L'Allier a déclaré samedi à Montréal, que "c'est seulement à la table des négociations que de nouvelles offres patronales peuvent être faites. M. L'Allier a paru ailleurs précisé que le gouvernement était toujours prêt à reprendre les négocia-

tions, mais qu'il ne bougera pas, même devant la grève générale annoncée à mots couverts par le Front commun.

Admettant que l'écart entre les offres gouvernementales et les demandes du Front commun était considérable, M. L'Allier s'est dit d'avis que la négociation n'était pas épuisée et que le geste le plus positif qui puisse être

posé serait de reprendre les négociations. Rappelons que le Front commun a réduit ses demandes de 46 p.c. à 28 p.c. alors que l'offre gouvernementale est de 16 p.c. après avoir été reajustée d'à peine 2 p.c.

Le ministre a poursuivi en disant que si le Front commun refuse de se présenter à la table des négociations,

Voir TABLE en page A 6

Le plus grand quotidien français d'Amérique



Montréal, lundi 10 avril 1972, 88e année, no 52, 60 pages, 4 cahiers

* 15c

Le Front commun s'apprête à faire fi des injonctions

par Normand FINN
envoyé spécial de LA PRESSE

MATANE — Les leaders du Front commun syndical représentant les quelque 210.000 fonctionnaires provinciaux ont décidé de faire fi des injonctions ou des lois spéciales qui pourraient être émises ou adoptées par le gouvernement lors de la grève générale illimitée qui doit être déclenchée

dans les prochains jours. Les trois dirigeants du Front, MM. Marcel Pélipin (CSN), Louis Laberge (FTQ) et Yvon Charbonneau (CEQ), soumettront dès ce matin au comité de stratégie, à Montréal, une recommandation prévoyant le déclenchement d'une grève générale de durée indéfinie.

Ce n'est qu'hier après-midi à Baie-Comeau, dans le cadre de la tournée

d'information entreprise jeudi dernier par le Front commun, que le président de la CSN, M. Pélipin, a fait part officiellement de la nouvelle au nom des trois dirigeants du Front. Rappelons que l'idée d'un débrayage général n'était un secret pour personne, sauf que les leaders du Front commun ne l'avaient pas encore annoncé officiellement.

M. Pélipin a indiqué que la date exacte n'avait pas encore été arrêtée définitivement et qu'il appartiendrait au comité d'en décider. L'affrontement pourrait être très dur car tout au long de la fin de semaine, les chefs syndicaux ont fait savoir clairement qu'ils n'avaient que faire des injonctions que pourrait faire émettre le gouvernement, de même que de celle qui a déjà été émise contre les em-

ployés de l'Hydro-Québec au moment de la grève générale de 24 heures entreprise le 28 mars dernier.

M. Laberge s'est plu à dire à plusieurs reprises, concernant cette injonction, qu'il ne s'agissait que d'un torchon: "Vous savez ce qu'on fait avec un torchon?" a-t-il lancé.

Le Front commun a d'ailleurs inscrit une contestation contre des injonctions de ce genre en Cour Su-

prême. La cause doit être entendue le 25 avril, mais les leaders syndicaux ont juré qu'ils n'attendraient pas cette date pour agir.

La décision d'entreprendre des démarches en vue du déclenchement d'une grève générale n'en est pas une prise unilatérale par les dirigeants syndicaux. En effet, elle ne fait que refléter le désir manifesté

Voir LE FRONT en page A 6

AUJOURD'HUI
● L'Unité-Québec se cherche encore

La première consultation populaire. La première consultation populaire en fin de semaine à Trois-Rivières à une prise de position sur la renégociation d'une nouvelle constitution, d'une nouvelle association Québec-Canada, dans un délai de trois ans, faute de quoi la question serait soumise au peuple québécois par référendum. A un autre chapitre, se ravissant, le parti a entrepris une campagne contre le projet de réforme de la carte électorale.

pages A 2 et C 1

DEMAIN
hebdo/
économie
& finance

LA PRESSE publiera demain, dans le cadre de son cahier Hebdo-Economie, un supplément spécial sur l'exploration minière et pétrolière au Canada en 1972. En outre, le ministre des Richesses naturelles, M. Gilles Massé, révélera dans une entrevue exclusive les principales voies qu'empruntera le Québec au fil des prochaines années en matière d'hydrocarbures.

SOMMAIRE

- Arts et spectacles: C 5, C 6, C 7
- Bandes dessinées: C 4
- Cinéma: C 6, C 7
- Décès, naissances, etc.: C 15
- Economie: C 8
- Editorial: A 4
- Horoscope: C 2
- Informations étrangères: D 1
- Informations nationales: A 2, A 11 et C 1
- Loisirs et récréation: C 4
- Mots croisés: C 13
- Petites annonces: D 2 à D 14
- Radio et télévision: C 7
- Sports: B 2 à B 9
- Vivre aujourd'hui: C 2 et C 3
- Votre médecin: C 3

Le congrès du Barreau se termine dans la discorde la plus totale

par Louise COUSINEAU

Malgré les appels répétés à l'unité, surtout par les temps qui courent, le congrès du Barreau du Québec a pris fin hier à Montréal dans la discorde la plus totale.

— Les tenants de la syndicalisation, pourtant majoritaires à l'assemblée

générale, verront leur projet soumis à un référendum qui aura lieu plus tard.

— Les partisans du Judicare pour les défavorisés, pourtant victorieux au congrès, sont renversés par une décision de l'exécutif du Barreau qui préconise un système mixte où continue-

ront d'exister les cliniques d'aide judiciaire.

— Le Jeune Barreau se dissocie de la décision du congrès sur le Judicare, préférant le système des cliniques d'aide juridique, tel que proposé par le bill 10.

Et la division entre les avocats urbains et les ruraux demeurent totale:

à l'extérieur des grands centres, on a très peur des cliniques d'aide juridique pour les défavorisés et de l'instauration de cours d'équité où les citoyens pourront se défendre sans avocats, puisque l'implantation de tels systèmes enlèvera beaucoup de causes aux avocats en pratique privée. A

Voir BARREAU en page A 6

Choquette est excédé par les propos du bâtonnier

par Louise COUSINEAU

Visiblement excédé à l'issue du violent discours du bâtonnier du Barreau du Québec Me Yvon Jasmin, le ministre de la Justice, Me Jérôme Choquette a déclaré que les propos du bâtonnier étaient bourrés d'inexactitudes et de faussetés, en plus d'être exagérés et rétrogrades. "C'est une attaque reposant sur des bases si ténues que même un étudiant en droit y aurait renoncé".

Me Choquette sortait d'un dîner au congrès du Barreau à Montréal où le discours du bâtonnier Jasmin comportait en moyenne une accusation contre le gouvernement par paragraphe, et se terminait en voyant s'installer la dictature au Québec.

Voir CHOQUETTE en page A 6



Me Jérôme Choquette et le bâtonnier du Barreau du Québec, Me Yvon Jasmin, quelques minutes avant le discours- choc de Me Jasmin. A sa boutonnière, Me Choquette porte l'insigne du Barreau.

Un tremblement de terre fait des milliers de victimes et de sans-abri au sud de l'Iran

TEHERAN (AFP, UPI, Reuter) — Un violent tremblement de terre a fait des milliers de victimes et causé des dommages matériels considérables au sud de l'Iran, dans la région de Jahrom et de Firouzabad, au sud de l'Iran, ce matin.

Les rapports sont contradictoires quant au nombre estimé de victimes. Les villages de Ghir et Kazrin, situés à proximité de l'épicentre, seraient presque entièrement détruits.

Des équipes médicales ont été dépêchées sur place par hélicoptères pour

prendre soin des blessés et la Croix-Rouge iranienne a assuré la distribution de médicaments, vivres et couvertures aux sinistrés.

Selon certains rapports, le nombre des victimes pourrait atteindre le chiffre de quinze mille; cependant, d'au-

tres informations laissent croire que le nombre des victimes se situerait entre trois et quatre mille.

L'institut géophysique de l'Université de Téhéran indique que le tremblement de terre avait une intensité

Voir IRAN en page A 6

le week-end du sportif



- Les Rangers l'emportent et forcent le Canadien à les vaincre deux fois à New York. page B 1
- Un but chanceux cause l'élimination des Pingouins. page B 2
- Jack Nicklaus tient bon et gagne le tournoi des Maîtres. page B 3
- Lueur de réjouissement au baseball majeur.
- Staub apporte ses bâtons à New York. page B 4
- Yankee Rocket abaisse le record de 72 à 2:02.1. page B 7
- Résultats sportifs page B 8
- Mark Spitz demeure le maître de la natation mondiale. page B 9

météo

Aujourd'hui: ensoleillé
Demain: possibilité d'averses
Max. 45° Min. 25° • Détails à la page A 6

mini-loto
TIRAGE DU 10 AVRIL 1972
94101
4181
101

inter-loto
TIRAGE DU 10 AVRIL 1972
370 000

LE PREMIER NUMERO COMPLET 1 5 0 5 6 1 4
GAGNE \$125,000
11 GAGNENT \$5,000
89 GAGNENT \$1,000
870 GAGNENT \$250

2 3 1 6 4 0 4
GAGNE \$50,000
5 8 7 4 1 6
GAGNE \$25,000

Une orientation d'Unité-Québec

L'UQ conserve l'orientation constitutionnelle de l'UN

par Claude MASSON
de notre bureau de Québec

QUÉBEC - Même nouveau-né, le parti Unité-Québec présentera la traditionnelle option constitutionnelle défendue par l'Union nationale sous MM. Johnson et Bertrand lors des prochaines élections provinciales prévues pour 1974.

Les 700 premiers militants du parti de M. Loubier consultés dans le cadre des consultations populaires régionales entreprises en fin de semaine et qui se poursuivront jusqu'au début de mai, ont en effet décidé, presque à l'unanimité mais avec un pessimisme évident, de défendre l'option qui se situe entre le statu quo et l'indépendance du Québec.

Il s'agit d'une nouvelle association Québec-Canada par la renégociation d'une nouvelle constitution à l'intérieur d'un échéancier de trois ans. Si les négociations n'aboutissent pas, le peuple québécois serait appelé à trancher la question par voie de référendum.

Par ailleurs, les délégués ont approuvé l'instauration d'un régime présidentiel pour le Québec, favorisé le principe du référendum lorsque des questions importantes sont en cause, opté pour l'établissement d'un conseil de la nation, avoué leur nette préférence pour une économie moderne de concertation par rapport au socialisme ou aux capitalismes pur.

Les militants ont cependant rejeté la création de gouvernements régionaux, contrairement aux vœux de M. Loubier et de ses collaborateurs et contrairement aussi au sondage effectué par le parti sur ce sujet. Même le député Rémi Paul s'est opposé à ce quatrième pallier de gouvernement.

Même option qu'en 1970

Avec quelques modifications par rapport à la position "égalité ou indépendance" de Daniel Johnson, et à la renégociation proposée par M. Bertrand en 1970, l'option constitutionnelle de l'UQ est exactement la même qui a occasionné la défaite de l'Union nationale au dernier scrutin provincial.

Les partisans de l'UQ, surtout ceux qui de la région de Québec, n'ont pas manqué de souligner à plusieurs reprises cet échec de 1970, hier, alors que ce seul sujet a été discuté durant près d'une heure et demie, au Centre Mgr Marcoux.

"Dans l'opinion publique, ça regarde mal", a dit l'un d'eux, tandis qu'un autre sympathisant a mentionné qu'il y avait un réel danger à présenter "la même chose qu'en 1970" et qu'en outre la population jugeait maintenant par des absolus.

"On va voter PQ tout de suite plutôt que d'attendre trois ans ou bien on va s'affirmer bien nettement comme des fédéralistes", a dit un autre intervenant.

A Trois-Rivières, samedi, l'ancien député unioniste Roch Gardner avait réclamé pour sa part un échéancier d'un an seulement tandis qu'un autre militant, faisant allusion aux 30 années de négociations fédérales-provinciales, ajoutait: "je ne suis pas séparatiste, mais ça me force des fois".

Point de vue de Loubier

Pour les dirigeants du parti, et en particulier pour M. Loubier, cette nouvelle association Québec-Canada suivrait un phénomène mondial: 80 pour cent des pays depuis l'après-guerre ont modifié leur constitution.

Or, la nouvelle association projetée serait une fédération politique et économique renégociée par laquelle le Québec deviendrait le maître absolu des compétences essentielles à son épanouissement collectif.

"Cette nouvelle association nous assurerait la souveraineté de nos juridictions et nos sources de revenus".

dit le document remis aux militants. Les juridictions à réclamer ne sont toutefois pas définies.

A confirmer aux assises

Lors de la rancontre de Trois-Rivières, deux péquistes avoués qui étaient présents au Centre Mgr Saint-Arnaud ont voté pour l'indépendance tandis que deux autres militants ont opté pour le statu quo. La grande majorité des quelque 300 personnes présentes au moment du vote a favorisé la renégociation constitutionnelle.

A Québec, hier, c'est à l'unanimité que la nouvelle association Québec-Canada a été votée.

Il ne fait aucun doute que cette option recevra un accueil majoritaire dans les autres régions, au cours des prochaines fins de semaines, puisque le parti Unité-Québec identifie le statu quo au parti libéral de M. Bourassa et l'indépendance au parti Québécois de M. Lévesque.

En outre, le nouveau chef d'Unité-Québec a déjà fait savoir qu'il démissionnerait advenant que les militants décident d'opter pour l'indépendance.

Autres décisions

En plus de favoriser un régime présidentiel, un conseil de la nation, le principe du référendum et une écono-

mie moderne de concertation, tous des thèmes exploités par M. Loubier dans sa campagne au leadership du parti contre M. Marcel Masse en juin dernier, les délégués ont réclamé la réglementation de droit de manifester.

A Trois-Rivières, l'ancien député Roch Gardner et une quinzaine d'autres militants ont favorisé le droit absolu à la manifestation tandis qu'à Québec le vote a été plus contesté.

En effet, la question demandait si les participants favorisaient le droit absolu de manifestation ou le droit de manifestation régi par un permis. Plusieurs ont reconnu que les individus étaient libres de manifester, qu'il était donc anormal de réclamer un permis mais, par contre, que les manifestations et leurs conséquences devraient être mieux réglementées. C'était là une nette allusion à la loi "anti-casseuse" adoptée en France et déjà évoquée par le ministre de la Justice du Québec.

Par ailleurs, trois longs questionnaires traitant du syndicalisme, de l'éducation et de la société ont été remis à chaque délégué présent. Il en sera de même dans les autres régions. Le délégué doit remplir ces questionnaires et les retourner dans les prochaines semaines au Secrétariat de son comté.

L'enregistrement des échéances et le résultat de ces votes-sondages recueillis dans les huit régions visitées

d'ici le début de mai, seront retransmis aux commissions d'études qui en feront une synthèse en vue des décisions à prendre lors du congrès national d'orientation, les 27 et 28 mai à l'arena Maurice-Richard, à Montréal.

Qui a participé?

Au total, environ 700 à 800 personnes ont pris part aux congrès régionaux de Trois-Rivières samedi, et de Québec, dimanche. Surtout durant les après-midi, M. Loubier attendait entre 500 et 600 personnes à Trois-Rivières seulement.

Cette affluence était prévue étant donné que la région préfluvienne est le berceau de l'Union nationale devenue Unité-Québec et aussi le château-fort du parti avec quatre députés sur neuf comtés représentés, soit MM. Rémi Paul, Clément Vincent, Philippe Demers et Guy Gauthier.

A Québec, hier, autre place forte de l'UQ avec le chef Gabriel Loubier dans Bellechasse et Jean-Paul Cloutier dans Montmagny, les entrées ont été plus lentes même si le congrès englobait les militants de 18 comtés.

Les prochaines consultations populaires auront lieu à Sherbrooke et à Montréal en fin de semaine prochaine.

Ce sera un nouveau test, surtout dans la métropole où Unité-Québec ne compte aucun représentant à l'Assemblée nationale.



Claire Dutriscac reçoit son prix

Claire Dutriscac, journaliste à LA PRESSE, recevait samedi à Toronto un des prix de journalisme du Club de presse de Toronto, des mains de M. James V. Kingsbury, lors d'un dîner de gala. Mlle Dutriscac a gagné ce prix à la suite d'une série d'articles sur la situation des malades à l'hôpital Saint-Charles Borromée. En acceptant le prix, Mlle Dutriscac a tenu à remercier tous ceux qui ont collaboré avec elle à la réalisation de cette série, soit de simples citoyens, des bénévoles, des employés syndiqués, et les malades de l'hôpital.

Le PQ favorise l'union monétaire mais serait aussi prêt à frapper une monnaie québécoise

par Louis-Bernard ROBITAILLE

Le Parti québécois demeure partisan d'une union monétaire entre un Québec indépendant et le Canada, Mais, au cas où cette union s'avérerait trop contraignante, le nouvel Etat du Québec n'hésiterait pas à créer sa propre monnaie.

Telles sont les conclusions qui ressortent d'un colloque de deux jours qui s'est tenu en fin de semaine à Montréal et auquel ont participé quelque 200 membres du parti. Bien qu'elles ne lient en aucune façon les instances du parti, ces conclusions indiquent assez bien la position actuelle du PQ vis-à-vis la question de l'union monétaire.

Elles sont d'autant plus révélatrices qu'elles sont celles-là mêmes que défendait l'économiste Jacques Parizeau, dont les interventions ont nettement dominé au cours de la plénière d'hier après-midi.

Les questions sur lesquelles le colloque devait se pencher étaient les suivantes: jusqu'à quel point une union monétaire pourrait-elle empêcher le Québec de se donner une stratégie de développement autonome? Le Québec indépendant pourrait-il créer sa propre monnaie et si oui, quelles seraient les conditions concrètes de cette création?

Une nouvelle monnaie?

Ce colloque, en fait, faisait partie de la démarche qui a inspiré le manifeste de l'exécutif du PQ, rendu public à la fin de la semaine dernière. Il s'agissait de voir, concrètement, quelles seraient les conditions de l'accession du Québec à l'indépendance dans ce domaine. Comment crée-t-on une nouvelle monnaie? Le Canada accepterait-il d'avoir la même monnaie qu'un Québec séparé?

On aurait pu croire, au début de la plénière d'hier après-midi, qu'un af-

frontement surviendrait entre tenants de l'union monétaire et ceux de la monnaie autonome.

Dans un des trois ateliers, en effet, les participants en étaient venus à la conclusion très nette qu'un union monétaire ne pourrait que lier les mains du nouvel Etat et l'empêcherait de mettre au point ses propres politiques économiques.

Par ailleurs, les deux autres commissions, bien que fort nuancées dans leurs rapports, penchaient en faveur d'un essai de l'union monétaire — quitte à s'en retirer si l'expérience se révélait non-profitable pour le Québec.

Une porte à ne pas fermer

Jacques Parizeau n'a pas eu de peine à convaincre cette assemblée de profanes qu'il aurait été hasardeux de fermer la porte à l'avance à toute formule d'union monétaire. Conscient, comme beaucoup d'économistes "praticiens", des limites de la science économique lorsqu'il s'agit de prévoir et de calculer l'avenir, M. Parizeau a plaidé en faveur d'une résolution à deux facettes, affirmant d'une part la possibilité de la création d'une monnaie québécoise, avec toutes les implications pratiques que cela comporte, et d'autre part l'hypothèse d'une union monétaire, à condition que le partenaire canadien ne pose pas des exigences "déraisonnables".

Selon lui, le scénario "monétaire" de l'accession du Québec à l'indépendance se présente de la façon suivante:

• Au lendemain d'une élection qui porterait le PQ au pouvoir, des négociations seraient entamées avec le gouvernement d'Ottawa, notamment sur le partage des "dépouilles" de la Confédération et l'établissement d'une union douanière.

Pour M. Parizeau, celle-ci demeure souhaitable pour le Québec et l'Ontario, les industries des deux provinces exportant une bonne partie de leurs produits dans les deux sens.

Pendant ce temps, le système monétaire canadien demeurerait en place. Ces négociations, qui pourraient durer d'un an à 18 mois, permettraient de sonder les intentions d'Ottawa et d'établir à quelles conditions pourrait se faire l'union monétaire:

• Au terme de ces négociations, le Québec pourrait prendre une décision. Si les termes posés par Ottawa sont inacceptables, la Banque du Québec, créée de toute manière, pourrait émettre la nouvelle monnaie.

Selon Jacq. Parizeau, et ceci doit être soigneusement expliqué à la population, cette décision entraînerait, pour une période limitée, l'institution du contrôle des changes, afin d'empêcher des ventes massives de la nouvelle monnaie sur le marché ontarien.

"Le contrôle des changes, ce n'est pas une catastrophe, et le Canada l'a connu entre 1947 et 1951, mais il faudra quand même l'expliquer à la population", a dit M. Parizeau.

Quant à la valeur qu'aurait ce "dollar québécois", il est impossible de le prévoir à l'avance, d'autant plus qu'on n'a pas de chiffres récents sur la balance commerciale du Québec et de l'Ontario.

L'union monétaire

• L'autre hypothèse, c'est celle de l'union monétaire. Il n'est pas non plus très facile de prévoir dans le détail quelle forme exacte qu'elle prendra. On pourrait imaginer toutes sortes de formules plus ou moins contraignantes. Même en l'absence d'une union monétaire, d'ailleurs, le Québec et le Canada pourraient fort bien conclure des accords de crédit limités.

Dans l'hypothèse d'une union monétaire, cependant, il est inévitable que le Québec accepte certaines contraintes.

Un exemple: à supposer que le taux de chômage soit plus élevé au Québec qu'en Ontario, le Québec ne pourrait pas recourir à la dévaluation de sa monnaie pour stimuler ses exportations.

Les dirigeants du PQ, MM. Parizeau et Lévesque en tête, semblent continuer à pencher en faveur d'une telle union.

Au cours de son discours de clôture, M. Lévesque a souligné une fois de plus que la souveraineté absolue était "un rêve du 19e siècle", et qu'on en était aujourd'hui à l'époque de l'interdépendance entre Etats.

Quant à M. Parizeau, il a longuement insisté sur le fait que plusieurs

Etats, après avoir obtenu leur indépendance, "même en tirant des balles à la tête des colonialistes", avaient conservé des liens monétaires étroits avec la métropole.

Il a cependant expliqué que la création d'une nouvelle monnaie était quelque chose de tout à fait réalisable — "cela s'est fait au moins 20 fois depuis 1945".

Selon lui, le choix du Québec devra avant tout dépendre de l'attitude d'Ottawa au moment des négociations.

Quant aux militants péquistes présents, s'ils semblaient pencher en grand nombre en faveur d'une monnaie nationale, ils ont accepté de conserver l'hypothèse de l'union. Mais pour beaucoup, il s'agissait manifestement d'une hypothèse toute théorique qui avait peu de chances de se réaliser.

RÉNOVEZ VOTRE MAISON

ESTIMATION GRATUITE aucune obligation

SALLE DE JEU 11' x 17' à partir de \$1045



- DECLIN
- ALUMINIUM
- CUISINE
- BALCON
- MENUISERIE
- RALLONGE
- TOIT
- LUCARNE
- PORTE
- SALLE DE JEU

DEMANDEZ qu'un de nos conseillers vous rende visite. Vous serez étonnés de nos prix raisonnables et assurés d'une entière satisfaction.

RÉNOVATIONS PROVINCIALES VOUS INVITENT À VISITER LEUR MAGNIFIQUE SALLE DE MONTRE

- PEINTURE
- TAPIS
- BAR
- PLANCHERS
- DÉCOR
- PATIO
- SALLE DE BAIN
- PLOMBERIE
- FOYER
- CIMENT



FACILITÉS DE PAIEMENT

VISITEZ NOTRE MAGNIFIQUE SALLE DE MONTRE

RÉNOVATIONS PROVINCIALES

4058 OUEST, JEAN-TALON, MONTREAL 342-2202

ENTRÉE SUR LE CÔTÉ DE L'ÉDIFICE "CESCO"

anglais-espagnol-allemand

si vous voulez vraiment apprendre une autre langue vous aimez les méthodes rapides et efficaces vous cherchez une école sérieuse et bien située vous désirez un cours pratique et économique

LPS® peut vous aider

enseignement visuel en classe, amélioration de la compréhension au laboratoire, horaires à votre gré (jour, soir ou samedi)

téléphonez aujourd'hui à LPS et prenez rendez-vous pour un ESSAI GRATUIT

(de 9h à 21h, sans obligation) frais de scolarité déductibles de l'impôt

LPS-MONTREAL, 878-2821, étage F PLACE BONAVENTURE LPS-QUÉBEC, 529-0331, 4e étage 500 EST. GRANDE-ALLÉE

Institutions reconnues par le Ministère de l'Éducation

école d'été LPS®

COURS DE CONVERSATION ANGLAISE

Programmes pour tous niveaux (débutants, intermédiaires, avancés) Cours intensifs ou semi-intensifs — matin, après-midi, soir.

ADOLESCENTS — ADULTES LPS® PEUT VOUS AIDER

Profitez de nos tarifs spéciaux d'été. Renseignez-vous dès aujourd'hui. Téléphonez, écrivez ou présentez-vous à:

LPS — Montréal, 878-2821, étage F PLACE BONAVENTURE LPS — Québec, 529-0331, 4ème étage 500 EST. GRANDE ALLEE

Institutions reconnues par le Ministère de l'Éducation

Revêtement Alcan

ESTIMÉ GRATUIT 481-7983

- PORTE • FENÊTRE
- REVÊTEMENT EN ALUMINIUM
- AUVENT • ABRI D'AUTO • TOIT

• SALLE DE JEU

- TERMES SI DESIRÉS • GARANTIE 20 ANS
- DANS UN RAYON 100 MILLES DE MONTREAL

Centre d'Aluminium de Montréal Ltée
4640 boul. Decarie, Montréal.

Revêtement Alcan

la presse

Le manifeste du PQ

Le Conseil exécutif du Parti québécois a rendu public vendredi dernier un document de travail, "Quand nous serons vraiment chez nous", que certains s'empresseront de comparer aux manifestes que les centrales syndicales ont publiés ces derniers mois.

Quelques-uns des pamphlets publiés ces derniers mois par les centrales syndicales dénoncent "le capitalisme exploiteur" et insistent sur la nécessité de construire un Québec véritablement socialiste, axé sur les intérêts "des travailleurs", d'où serait exclu ce qui, à l'heure actuelle, représente le pouvoir économique et politique.

Dans le manifeste qui sera discuté au congrès d'octobre 1972, le Conseil exécutif du PQ ne s'appesantit pas sur les maux du Québec: à des problèmes identifiables, il offre des solutions qui pourront être discutées mais qui ont au moins l'avantage d'être concrètes.

Cette volonté du PQ d'accorder une grande

importance au secteur public et de privilégier le mouvement coopératif dans la vie d'un Québec indépendant, ne surprend guère. Ce parti reste en cela fidèle au programme qu'il avait élaboré avant les élections d'avril 1970.

Certains secteurs de l'économie, notamment celui de "l'équipement culturel", seraient interdits aux intérêts étrangers. D'autres secteurs seraient "majoritairement québécois".

Mais le manifeste du PQ ne traite pas que de questions économiques. Un Québec indépendant connaîtrait un régime présidentiel, décentraliserait l'administration gouvernementale, revaloriserait l'administration municipale.

Dans l'ensemble, pour qui veut donner aux Québécois un meilleur contrôle de leur économie sans les voir basculer dans le socialisme, pour qui favorise une participation réelle des citoyens à la vie politique et sociale, le document préparé par le Conseil exécutif du PQ est des plus intéressants.

Claude GRAVEL



(Droits réservés)

Quand on joue sur les mots

En Ontario, la loi interdit la grève aux enseignants. Pourtant, la semaine dernière, 2.200 professeurs des écoles secondaires de North York, en banlieue de Toronto, quittaient leurs salles de classe pour tenir une "séance d'étude".

Evidemment, le syndicat local n'a pas voulu, du moins le jour même, qu'on considère son geste comme l'équivalent d'une grève. Mais, à notre avis, cet arrêt de travail concerté qui a privé 40.000 étudiants d'un après-midi de cours, ne saurait s'interpréter autrement.

Il n'est pas question ici de savoir si la colère des professeurs de North York était justifiée ou pas. Ce qui est important à retenir, c'est qu'on ne doit pas permettre à des syndiqués de jouer ainsi sur les mots. Tenir

sans autorisation, sur le temps du travail, des séances d'information, des colloques, etc., équivaut à un arrêt de travail concerté, donc à une grève.

Il arrive trop souvent, un peu partout au pays et au Québec, en particulier, que l'on se moque ainsi des gens en recourant à un vocabulaire sophistiqué. Il faudra peut-être mieux définir la grève en prévoyant spécifiquement à peu près tous les cas possibles d'arrêts de travail concertés.

Un autre aspect de la journée d'étude des professeurs de la banlieue torontoise vaut aussi d'être signalé. Là-bas, les principaux d'école font partie du même syndicat que les professeurs. Or, l'exécutif du syndicat a défendu à tous ses membres, sous peine d'expulsion, de révéler aux autorités les noms des professeurs qui ont déserté leurs salles de cours cet après-midi-là.

Leurs dirigeants syndicaux? L'appartenance au syndicat est une condition du maintien de leur emploi. La situation est nettement aberrante.

Enfin, l'expérience de North York démontre, une fois de plus, qu'il est à peu près inutile pour le législateur de refuser le droit de grève aux employés des secteurs public et parapublic. Du moment que vous accordez la reconnaissance syndicale à un groupe de travailleurs, c'est-à-dire le droit de négociation, il faut pratiquement aller jusqu'au bout: il faut reconnaître en même temps le droit à la grève. La preuve est maintenant faite qu'une loi restrictive, à cet égard, est généralement inopérante.

La seule solution réaliste, si l'on maintient le syndicalisme, c'est de mieux circonscrire le cadre à l'intérieur duquel le droit à la grève pourra être exercé. Il serait cependant dans l'ordre, par la suite, d'appliquer fermement une telle loi et d'imposer des peines assez sévères pour décourager tous ceux qui seraient tentés de la violer.

Vincent PRINCE

l'opinion canadienne

Monsieur Goyer, Monsieur Silence, etc.

par la Presse Canadienne

Aucun sujet particulier n'a retenu l'attention des éditeurs anglophones la semaine dernière. Les sujets traités sont disparates: financement des prisons, lutte contre la pollution par le bruit, relations canado-américaines, élections de Terre-Neuve... Voici des extraits:

Les prisons

THE STAR, Windsor — Le plan du solliciteur général, M. Jean-Pierre Goyer, visant à loger des détenus choisis dans les résidences de pensionnés qui voudraient les accueillir constitue une réforme clairvoyante et progressiste qui se justifie au point de vue socio-économique.

Economiquement parlant, l'idée est bonne à trois instances. D'abord, les pensionnés en profiteront puisqu'ils toucheront \$10 par jour pour le logement et la nourriture dispensés au détenu. Les contribuables en bénéficieront également, puisqu'il en coûte à peu près \$10.000 par an au gouvernement pour entretenir un homme en prison, au regard de \$3.600 s'il vit en chambre.

Du point de vue social, le plan Goyer, qui se base sur une expérience suédoise fructueuse, facilitera la réhabilitation des détenus qui, selon les paroles mêmes de M. Goyer, connaîtront, "peut-être pour la première fois de leur vie... un milieu chaleureux et sain".

Au regard de cet avantage social, on peut souligner que les risques s'emportent sur les profits possibles. Mais l'argument ne serait valable que si le projet touchait les criminels endurcis, ce qui, de toute évidence, n'est pas le cas. Les détenus qui suivront ce plan auront été minutieusement choisis et auront de bonnes chances de réhabilitation.

Le bruit

THE WHIG-STANDARD, Kingston — En-deçà des frontières de France, un nom attire actuellement l'attention populaire: Monsieur Silence... Monsieur Silence s'est donné pour mission de sauver la France du fléau du bruit.

Monsieur Silence est le titre officiel d'Yves Martin, énergique meneur de la "révolution tranquille". Cet expert mathématicien de 35 ans, ancien ingénieur minier, est entré en juin dernier au ministère français de l'Environnement. Il est considéré comme le premier haut fonctionnaire européen à se consacrer entièrement à la guerre contre le bruit. A titre de

responsable de la campagne anti-bruit, il devra édifier une structure complète et efficace de contrôle du bruit pour tout le pays.

Selon M. Martin, ce n'est que par des modifications apportées aux plans industriels qu'il sera possible de réduire sensiblement le bruit que produisent, par exemple, les voitures et les camions. Toutefois, a précisé récemment M. Martin au cours d'une entrevue, il est possible dès maintenant d'utiliser en douceur les machines actuelles. Pour appliquer une législation déjà créée, 37 "brigades anti-bruit" ont commencé à patrouiller les rues à bord de camions spécialement outillés.

L'un des objectifs de M. Martin est de créer un cadre dans lequel chaque maison offerte en vente devra porter un certificat officiel attestant son intensité de bruit. Il a également un plan visant à forcer les compagnies aériennes à compenser les dégâts que le bruit des avions inflige à la population.

Les Nord-Américains auront peut-être tendance à se moquer de Monsieur Silence et de ses brigades anti-bruit. Mais dans le domaine du contrôle et de la réduction du bruit, la France semble avancer beaucoup plus vite que les nations d'outre-Atlantique.

Les Américains

THE CITIZEN, Ottawa — Le ministre de l'Industrie, M. Jean-Luc Pépin, estime qu'il serait peut-être préférable d'ajourner les pourparlers commerciaux avec les Etats-Unis jusqu'après la prochaine élection générale.

Même alors, le fossé qui sépare les deux parties sera le même si les négociateurs américains ne veulent pas admettre que la balance commerciale entre les deux pays peut fluctuer, accordant un surplus à un pays pendant une année et le laissant à l'autre l'année suivante.

L'impasse est attribuable surtout au secrétaire au Trésor américain, M. John Connally, qui voudrait que son pays jouisse d'un surplus commercial constant avec le Canada. Si Washing-

ton ne renonce pas à cette doctrine pernicieuse, il ne faut pas s'attendre à un accord entre les deux pays.

Comme toute nation où règne la libre entreprise, les Etats-Unis doivent chercher à équilibrer leurs comptes par l'intermédiaire du commerce avec le monde entier et non pas seulement avec un seul pays, même si le Canada est leur principal partenaire commercial.

Les Etats-Unis, étant un pays de crédit, pourraient aussi rapatrier une plus grande partie des profits et des dividendes qu'ils gagnent à l'étranger, surtout au Canada. Ces méthodes seraient plus productives qu'une attitude d'intransigence envers le Canada.

Terre-Neuve

THE FREE PRESS, London — Les Terre-Neuviens se sont prononcés avec une retentissante solidarité quand ils ont voté pour la seconde fois en cinq mois, en accordant à l'équipe conservatrice du premier ministre Frank Moores un mandat précis, propre à ramener la stabilité dans le chaos politique de la province.

La population a aussi désavoué sans équivoque les manoeuvres opportunistes de deux individus — Tom Burgess et Hugh Shea — qui voulaient exploiter à leur propre profit le climat politique d'incertitude consécutif au scrutin d'octobre. Les deux hommes, qui avaient changé d'allégeance entre les deux élections, ont été battus aux voix.

Alors que 33 des 42 sièges de l'Assemblée législative appartiennent au camp conservateur, M. Moores a l'appui et les ressources nécessaires à l'élaboration d'un programme législatif constructif.

La dernière élection a fait tomber définitivement le rideau sur la pittoresque époque Smallwood. L'ampleur de la victoire conservatrice, avec plus de 60 pour cent du vote populaire, laisse supposer que les électeurs préféreraient une ère de sérénité à la piquante politique de M. Smallwood.

Avec un gouvernement majoritaire, M. Moores détient la chance qu'il cherchait d'orienter Terre-Neuve, vers une nouvelle direction. Il devra assumer la responsabilité de cette tâche.

ce que pense LE LECTEUR

Fierté d'être "debout"

En tant que membre de l'Alliance des Professeurs de Montréal, j'aimerais faire connaître mon opinion personnelle au sujet de la signification des deux récents votes que nous avons pris.

1 — Il me semble faux d'affirmer que nous sommes satisfaits des offres patronales. Si nous avons voté "oui" à ces offres, c'est uniquement à cause de la deuxième partie de la phrase du libellé anti-démocratique que nous ont proposé des supposés partisans de la démocratie!...

2 — A ceux qui croient que notre vote révèle un manque d'information de notre part, je dirais que nous étions très bien informés mais "inendoctrinables". Lorsque nous affirmons que nous ne croyons plus à la grève comme moyen de régler un conflit, nous savons davantage ce que nous disons que ceux qui croient que c'est le seul recours sans même l'avoir déjà essayé (deux ou trois fois comme nous). Nous avons appris, à nos dépens, que lorsque les autorités patronales et syndicales tirent sur la "couverture" chacun de leur côté pour augmenter leur puissance démagogique, ce sont uniquement ceux qui sont en dessous qui gémissent: professeurs et élèves dans le cas présent.

3 — La méfiance face à l'action syndicale qui s'installe chez certains syndiqués et qui gagnera peu à peu les autres bientôt, m'apparaît assez grave. Car le syndicat a été créé pour le travailleur et non le travailleur pour le syndicat. Celui-ci étant devenu un moyen d'oppression plus que de soutien et de libération, les travailleurs se retrouveront bientôt sans recours valable.

4 — Quant à notre président actuel, on l'a accusé d'être "ni chair ni poisson" d'une part et on a louangé son attitude démocratique d'autre part. Il est vrai qu'il n'a pas trop essayé de nous influencer mais avait-il le choix? N'était-ce pas là un autre stratagème? Il ne faut pas oublier que M. Chagnon a hérité d'une bonne

quantité de pots cassés. Il aurait donc été malvenu de prendre l'attitude manipulatrice de ses volatilisés prédécesseurs!

Je termine en disant qu'au sortir de l'aréna Paul-Sauvé l'autre soir, il y avait longtemps que je ne nous avais pas vus autant "debout" et moins "mouton". Et j'en suis fier! N'en déplaît à nos trois gros bergers!

M.-R. Dufresne, professeur, Montréal.

Au paradis de Cebeuq

L'autre soir, j'avais beau faire tous les efforts inimaginables pour m'endormir, je n'y parvenais pas. Tenaille à la fois par la faim et par le froid, je ne pouvais cesser d'envier ces chers Africains qui, eux, ont au moins le soleil pour réchauffer ces os qui, comme moi, s'arc-boutent à la seule idée que de longues heures de travail les attendent le lendemain.

Je rêvai d'un pays sans problèmes et sans chef où tout citoyen pouvait, à sa guise, satisfaire ses plus grands désirs. Chacun allait de-ci de-là comme s'il en eut été le seul habitant. Un désir le tiraillait-il qu'il n'avait qu'à commander sinon à penser et celui-ci était immédiatement comblé. La fatigue ne l'épuisait pas, il n'avait nullement besoin de dormir et de ce fait, tout son temps ne pouvait

être que pleine réalité. Le CEBEUQ, endroit paradisique, était un pays merveilleux.

Enivré moi-même d'un tel bien-être, je me surpris à provoquer délibérément mes désirs de manière à mieux garantir ma puissance.

C'est à ce moment que de durs coups frappés à ma porte me réveillèrent en sursaut. Je passai ma robe de chambre de peine et de misère et j'allai ouvrir.

Quelle ne fut pas ma déception de faire face à un grand gaillard de policier, en pleine possession de tous ses moyens, qui venait m'apprendre que ma voiture n'était pas stationnée en zone réglementaire. J'eus beau lui expliquer que ce droit m'avait été donné par privilège, il ne voulut rien savoir: la loi, c'est la loi, m'a-t-il dit.

C'est la rage au coeur que je fis ce qu'il m'avait ordonné.

J. R. Breton Pierrefonds

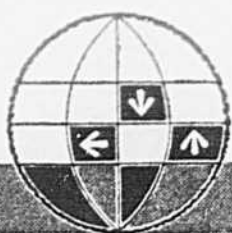
la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L.T.E.E. 7, rue St-Jacques, Montréal. Téléphone: 874-7272. Seul La Presse (Canada) est autorisé à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont expressément réservés. "Courrier de la deuxième classe - Enregistrement numéro 1400". Prix de retour garanti. Service de tirage - Téléphone: 874-6911.

la presse

Table with 2 columns: Category and Phone Number. Includes sections for COMPAGNIE, INFORMATION GÉNÉRALE, PETITES ANNONCES, and PROMOTION.

Table with 2 columns: Category and Phone Number. Includes sections for VENTES DU JOURNAL, PUBLICITÉ, and RESSOURCES HUMAINES.



PLEINS FEUX SUR L'ACTUALITÉ

Le congrès du Conseil central: un "happening" politique et socialiste

Pierre VENNAT

chroniqueur syndical



PRENANT pour acquis que si les luttes syndicales ne sont pas appuyées par une action politique générale, elles n'aboutiront qu'à un syndicalisme d'affaires qui laissera isolée la plus grande partie de la population ouvrière et des chômeurs, le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal, présidé par Michel Chartrand, a décidé, cette année, d'abandonner complètement les discussions sur le syndicalisme traditionnel; c'est maintenant de l'élaboration d'une démocratie socialiste qu'il envisage de discuter durant quatre jours cette semaine, lors de son congrès annuel, qui tiendra plus du "happening" que d'autre chose, selon le mot même de ses organisateurs.

On parlera donc de socialisme. Mais pas de l'importe quel socialisme! On s'attaquera à l'élaboration d'un programme socialiste authentiquement québécois, différent, par exemple, de ce qui existe à Cuba ou au Chili. Et pour arriver à l'élaboration de ce "travallisme" québécois, rien de mieux, croit-on, que d'utiliser les structures syndicales existantes. "Le syndicalisme constituant la seule force ouvrière organisée qui ait pu mener des luttes très dures contre l'entreprise capitaliste et contre l'Etat bourgeois".

Un socialisme québécois

C'est donc un congrès "politique", beaucoup plus que "syndical", qui tiendra le Conseil central de Montréal, du moins si l'on s'en tient à la conception traditionnelle du syndicalisme.

Mais l'école Chartrand n'est pas de cet avis car selon les volumineux documents de travail qui seront remis aux congressistes, cette politisation des travailleurs n'est que normale et c'est ainsi, au con-

traire, que doit se faire l'action syndicale.

De toute façon, ce qu'on cherchera à savoir c'est ce que sera "le socialisme québécois", sur les plans économique, social, syndical, culturel et politique.

Déjà, d'ailleurs, on fournit des éléments de réponse.

"D'une façon générale, au Québec, le socialisme signifie un changement radical de système. Par changement radical on veut dire un changement à la racine des choses et non plus seulement à la surface.

"La condition essentielle pour opérer le passage du Québec au socialisme, c'est donc le renversement des rapports actuels d'exploitation, des rapports de production et des rapports sociaux.

"On peut donc voir que le premier objectif qui sera poursuivi dans un Québec où le pouvoir des exploitateurs aura été aboli, sera de faire disparaître la source du profit, lequel est la source du pouvoir actuel des exploitateurs. C'est donc dans le champ de la production qu'il faudra d'abord porter son attention pour faire en sorte qu'il ne soit plus possible à une minorité de s'approprier une part importante du fruit du travail de la majorité. Les travailleurs deviendront maîtres de leur travail et du fruit de leur travail. Leur force de travail ne sera plus une marchandise vendue aux capitalistes".

Différent des Chinois, des Cubains ou des Chiliens

Le socialisme québécois, a-t-on décidé, sera donc différent de celui des Chinois, des Cubains ou des Chiliens.

Pour la bonne raison, fait-on remarquer, que la collectivité québécoise peut compter sur des ressources naturelles, techniques, scientifiques, industrielles et humaines beaucoup plus développées que l'un ou l'autre de ces pays.

"Les luttes passées ou présentes des travailleurs de ces pays ont sans doute une valeur exemplaire pour tous les travailleurs du monde, mais il serait absurde de se servir, par exemple, des difficultés rencontrées par Cuba, pour dénoncer le socialisme. Ce qui se passe à Cuba aujourd'hui est lié à ce qu'est Cuba, à ce qu'était Cuba avant la révolution. Or, ce qu'était Cuba en 1958 est très différent du Québec en 1972. La même constatation vaut pour la Chine, le Chili et tous les autres pays socialistes".

C'est donc d'abord dans la tradition des luttes ouvrières québécoi-

ses et dans les leçons qu'on peut en tirer — qu'on cherchera l'inspiration et le souffle nécessaires à la lutte pour le socialisme.

"Au Québec en particulier, le syndicalisme a été la seule force ouvrière organisée qui ait pu mener des luttes souvent très dures contre l'entreprise capitaliste et contre l'Etat bourgeois... Dépasser les luttes strictement défensives est maintenant l'objectif à poursuivre... La lutte pour le socialisme, c'est donc la lutte pour le pouvoir des travailleurs, pour le pouvoir du peuple".

Prendre le pouvoir

Ceci dit, il était donc normal que les documents concluent à la nécessité de la prise du pouvoir par les travailleurs.

"Le capitalisme s'est donné historiquement des institutions sociales et politiques pour maintenir son pouvoir sur les travailleurs. On ne peut songer à construire le socialisme avant d'avoir aboli ce pouvoir. Et toutes les réformes que l'on pourrait obtenir entre-temps ne peuvent être assimilées à du socialisme. L'organisation des travailleurs pour la prise du pouvoir au Québec va donc bientôt devenir une réalité".

Pour en arriver à ce socialisme "québécois", on a donc élaboré toute une série de suggestions que l'on qualifie d'"à court terme" et que les syndicats et les autres travailleurs doivent réaliser s'ils veulent en arriver à la société rêvée:

— Le premier point veut que les travailleurs fassent ressortir, dorénavant, dans chacune des luttes qu'ils entreprendront, les intérêts de classe de l'ensemble des travailleurs contre les intérêts de classe des capitalistes "et de leur Etat anti-démocratique".

— Comme deuxième point, les syndicats verront à établir des liens solides et si possible organiques avec les divers groupes de travailleurs en lutte, "par la constitution progressive de la force politique organisée des travailleurs au fur et à mesure que la situation nous le permettra".

— En même temps, on revendiquera contre la démocratie libérale des mécanismes électoraux "vraiment démocratiques" allant beaucoup plus loin qu'une simple réforme de la carte électorale, comme par exemple la représentation proportionnelle, la liste permanente des électeurs, l'égalisation des chances par la réglementation égale pour tous les partis des dépenses électorales et leur parainement complet par l'Etat, et d'autres mesures susceptibles de dimi-

nuer ce que les syndiqués appellent l'injustice du système électoral actuel;

— Quatrième point, on passera à l'offensive sur le plan municipal et scolaire par le regroupement politique des travailleurs et des organisations progressistes;

— Et enfin, cinquième et dernier point de ce programme "à court terme", on réalisera ni plus ni moins que l'indépendance du Québec.

Démocratie économique

Mais il n'y a pas que la "démocratie politique", qui préoccupe le Conseil central de Montréal. Il y a aussi ce qu'il considère la "démocratie économique".

Dans le programme qu'on propose aux délégués, on écrit que ce qui est important, ce n'est pas tant de pouvoir éliminer tout de suite toutes les caractéristiques de fonctionnement du capitalisme (remplacer la propriété privée par la propriété collective, remplacer le marché par le plan, etc.) mais de s'assurer que ce sont bien les travailleurs qui sont au pouvoir, qu'ils contrôlent l'économie et l'orientent graduellement dans le sens de la construction du socialisme en faisant disparaître peu à peu ce qui reste du capitalisme.

Au Québec, ajoute-t-on, ces objectifs devront tenir compte de la proximité des Etats-Unis et du degré de contrôle du capital américain sur notre économie, prévoir comment riposter au représailles économiques des Etats-Unis en réponse à la nationalisation de leurs entreprises.

De toute façon, l'un des plus importants objectifs à court terme, du moins du point de vue économique, semble être pour les syndiqués la création de comités d'usines qui se chargeraient d'étudier minutieusement les conditions de la production dans l'usine pour bien comprendre son fonctionnement dans le but d'en assurer le contrôle éventuellement, et aussi dans le but de connaître les transformations de cette usine au cas où une telle transformation deviendrait nécessaire pour répondre à de nouveaux besoins ou de nouvelles contraintes.

Rêves que tout cela ?

Le document sur la démocratie politique conclut que celle-ci ne pourra s'imposer un jour que si les syndiqués ne commencent dès aujourd'hui à mettre le plus clair de leurs énergies à consolider et développer les syndicats les plus combattifs, les comités d'action politique, les comités de citoyens, etc.

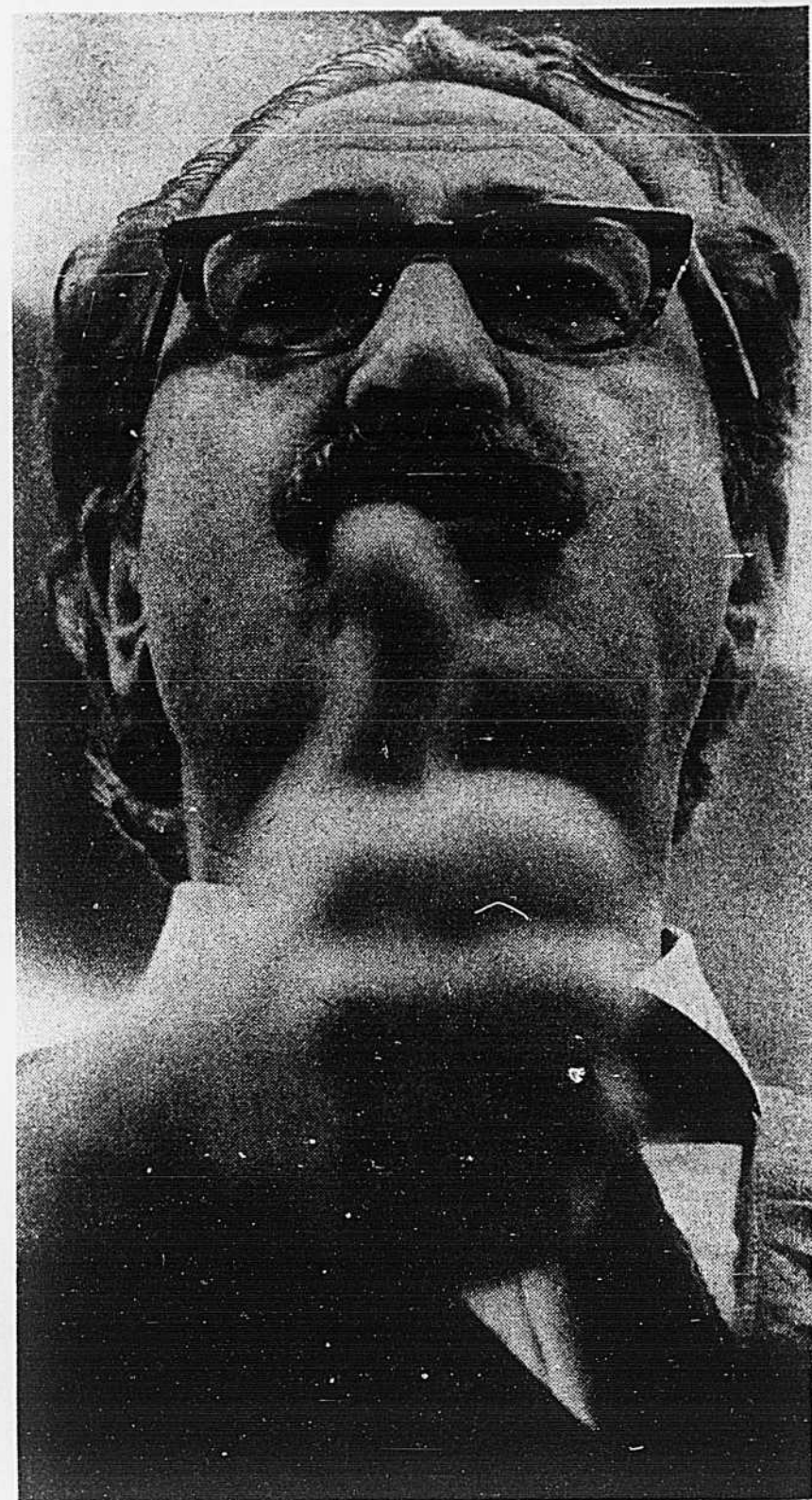


photo Antoine Désilets, LA PRESSE

"Vers une démocratie socialiste"

Le document sur la démocratie syndicale, lui, conclut que les syndiqués, doivent travailler à fusionner ensemble à plus ou moins long terme les différentes centrales syndicales du Québec et que comme premier pas en ce sens, il faudrait ouvrir à mettre sur pied des Fronts communs permanents au niveau régional, puis au niveau national.

Il faudrait aussi interdire le ma-

raudage ou les "raidages" et mettre sur pied un comité d'arbitrage inter-syndical pour régler ces types de conflit.

Ce que le document ne dit pas, toutefois, mais qu'on ne peut se défendre de se demander à la lecture de tous ces documents, c'est si le fruit de cette unification des différents mouvements de travailleurs sera une centrale syndicale ou un parti travailliste, déguisé ou non.

"All in the family" ou le vote d'Archie Bunker

Collaboration spéciale de New York

Louis WIZNITZER



À la famille Duraton inspirée autrefois en France des éditoriaux et des déclarations politiques? Aux Etats-Unis en tout cas une famille qui lui est en tous points semblable tient la une des journaux et se trouve depuis quelques semaines au centre des préoccupations des sociologues. L'autre soir encore, Eric Sevareid, commentateur chevronné de la chaîne de télévision CBS consacrait son "analyse" quotidienne au "vote d'Archie Bunker".

Archie Bunker est le héros du programme le plus populaire de l'histoire de la télévision américaine, intitulé "Ça reste en famille" (All in the family), et projeté tous les samedis soirs de 20 h à 20:30 pour le bonheur de 50 millions de téléspectateurs. Contremain dans une usine, habitant le quartier passablement délabré de Queens (à New York), Archie règne sur trois ouvriers, sa femme Edith qui traverse la ménopause et travaille comme un forçat, sa fille et son gendre, un étudiant che-

velu. Ils appartiennent à cette bourgeoisie ouvrière, ces "lower middle class" ou se recrutèrent en 1968 les "Américains oubliés" de Nixon et qui apportent cette année un soutien inattendu à George Wallace, le gouverneur populiste et raciste d'Alabama.

"Ça reste en famille" tranche nettement sur tout ce qu'on était habitué à voir sur le petit écran et d'abord parce qu'il met en scène, non plus des bourgeois cossus des faubourgs élégants, les personnages

d'un monde édulcoré, ni même des héros fantasistes (cowboys, gangsters) mais une petite famille d'"affreux" vivant dans un appartement minable et désuet, aux murs sales, à la moquette usée, aux meubles bancals.

Les Américains "à l'aise"

Cette pièce qui peut nous paraître ridicule (on pense à la loge des concierges d'antan), centrée autour du poste de télévision et du vase rempli de fleurs artificielles posé sur un napperon défraîchi, des millions d'Américains la reconnaissent et s'y sentent à l'aise: c'est bien leur "living", la pièce où ils lisent les bandes dessinées, regardent la télévision en buvant une bière au goulot, se chamaillent, dînent de sandwiches au beurre de cacahuète et rongent leur frein.

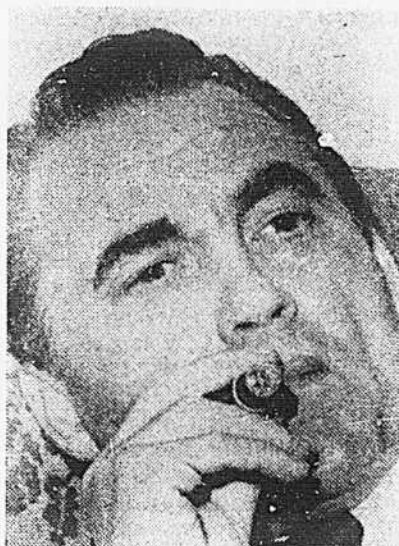
C'est ce que fait tous les soirs Archie en rentrant du travail. Mais, doté d'un tempérament sanguin, il prend à partie tour à tour sa femme, sa fille, son gendre, ses voisins, ses ouvriers, déballe son sac au moindre prétexte et lance des tirades foudroyantes contre les Juifs, les Irlandais, les Italiens, les Noirs, les jeunes, les libéraux, les riches, avec l'accent du terroir.

Il n'hésite pas à transgresser les lois sacrosaintes de la télévision où l'on ergote deux douzaines d'Indiens sans francher le sourcil mais où on utilise un langage que la reine Victoria n'eût point désavoué et donne libre cours à son intempérance verbale. Ses rudes sont émaillées d'épithètes comme Dago, Kike, Nigger, Jap. Fruit ce qui en français donnerait plus ou moins Youpin, Raton, Shintok, Bosche, Macaroni, Pédale.

Archie n'est pas l'homme des allusions obliques et des préjugés feutrés. Il réagit à l'emporte-pièce et met tour à tour toutes les minorités ethniques sous le feu roulant de ses invectives.

"Rien ne se passait..."

Certes, c'est un primaire, un être ignorant mais aussi il est naïf et au fond de lui-même, incertain,



George Wallace: l'homme de "All in the family".

Bien des fois il montre ses "bons côtés" et son caractère complexe.

Lorsqu'il craint de perdre son travail, comme son père au temps de la Grande Crise, il provoque notre sympathie.

Et puis, quand il est rassuré sur son propre sort et qu'il apprend qu'un de ses camarades a été congédié, il redevient "horrible", sans le savoir: "Il trouvera un autre boulot, dit-il, ce n'est pas le travail qui manque dans ce grand pays et comme dit le proverbe, pour pouvoir bouffer, il faut bosser".

Une autre fois il peste contre les mœurs nouvelles. A son gendre, dont il déteste les idées libérales, il certifie: "Quand je sortais avec ta belle-mère, avant son mariage, rien, rien, j'entends, rien ne se passait entre nous".

Un incident vécu dans un ascenseur l'exaspère. Comme il avait rouspété contre un Monsieur élégant qui l'avait bousculé, ce dernier lança: "Je dépense plus en pourboires que vous en impôts".

Sauf ses sorties raciales sont étouffées de plaisanteries de mauvais goût comme celle du candidat juif "qui gagne l'élection d'un nez". Il a la fibre patriotique et

quand le bulletin d'informations révèle des pertes américaines au Vietnam il proclame qu'il aimerait qu'on "infligeât une leçon aux gooks". Parfois il est victime de ses propres préjugés. Sommé par la direction de l'usine de congédier l'un de ses trois ouvriers, il met en congé le Portoricain, de son propre aveu le plus efficace et le plus travailleur et conserve le Suédois, qu'il taxait la veille encore de "flemmardise". Résultat: lui-même devra travailler plus durement.

"Un coeur d'or"

Tout bien considéré, Archie Bunker n'est pas un mauvais bougre. Ses dehors bourrus cachent "un coeur d'or". Il rouspette, bien sûr, mais ne ferait pas mal à une mouche.

Simplement, il dit tout haut ce que des millions d'Américains pensent tout bas. Que le gouvernement "charrie". Qu'on l'impose jusqu'à la trogne alors qu'on accorde aux millionnaires toutes les remises fiscales imaginables. Qu'il est appauvri, que la qualité de sa vie a rétréci comme une peau de chagrin (rues sales, métro immonde, écoles infectes, téléphone qui ne marche pas, criminels partout). Qu'il a l'impression d'avoir vécu pour rien, épargné pour rien, aimé son pays et vécu selon les règles pour rien. Que le monde autour de lui a changé, que des valeurs nouvelles, inquiétantes, se sont substituées aux anciennes.

Sa colère recouvre sa peur. A tout propos il évoque le "bon vieux temps", quand la femme était au foyer, que la Bible trônait sur la table de nuit, que les enfants respectaient leurs parents et qu'"un dollar était un dollar".

Le "choc culturel"

Il ne voit aujourd'hui où qu'il se tourne que mépris pour le drapeau, pour la virginité, pour l'emploi, pour l'hygiène. Il éprouve le fameux "choc culturel", il est désespéré dans ce monde nouveau et par conséquent pervers.

Cependant son comportement et

son jargon provoquent toutes les exégèses. "Ça reste en famille" suscite naturellement les foudres de la gauche indignée qui l'accuse de rendre sympathique un bigot, un chauvin, un raciste.

Le dirigeant noir Whitney Young (Urban League) proteste contre "les insultes gratuites contre les Noirs". La romancière Laura Hobson dont le roman "Gentleman's agreement" sur l'anti-sémitisme connu son heure de gloire se rend compte qu'Archie est tournée en dérision mais le souhaiterait "plus haïssable".

Les milieux bien-pensant ne sont guère plus tendre pour "Ça reste en famille", dont les épisodes, selon eux, sans doute inspirés par des communistes, incarnent des causes importantes dans un personnage ridicule et traite l'Américain oublié d'une manière caricaturale au lieu de le pétrir de dignité.

Normal Lean, l'auteur du programme (49 ans, grand, élancé, la moustache gauloise, bronzé, tricot à col roulé) renvoie ces critiques dos à dos.

"Ce ne sont pas les mots qui comptent, dit-il, mais leur charge émotive. Si les policiers se sentent insultés aujourd'hui par le mot "pig" ce n'est pas qu'ils soit pire que "cop" (flic) mais que ceux qui l'emploient les haïssent.

Archie appelle un Juif un Youpin mais il cachera sa famille au besoin, des nazis. Peut-être. Mais, aux thuriféraires du programme qui affirment "soyons honnêtes, nous avons tous des préjugés, ce ne fait pas de nous des assassins" ses détracteurs répondent: "petit préjugé deviendra grand pourvu que... Conjoncture lui prête vie".

"Je le trouve très naturel"

Une chose est sûre: "Ça reste en famille" connaît un succès foudroyant. Le chef d'une famille typique du même milieu qu'Archie, M. Eccles, d'origine allemande, interviewé par "Newsweek" répondit: "Je n'aime pas la manière dont

Archie parle avec sa femme mais autrement je le trouve très naturel. Il parle comme nous, il s'intéresse aux mêmes questions que nous."

Dans la rue, O'Connor, qui incarne Archie Bunker sur le petit écran, est constamment abordé par des gens qui tiennent à le féliciter: "Vous au moins vous avez le courage d'appeler les choses par leur nom".

Hommes du ressentiment, dont parlait Max Sheler? pâte dont on fait des fascistes, comme le veut Wilhelm Reich? Les Archie Bunker sont cette année d'humeur frondeuse. Ils ne veulent plus se laisser marcher sur les pieds.

Ils sont peut-être la majorité mais n'entendent plus rester silencieux. Il y a 15 ans, à Sao Paulo, au Brésil, un hyppopotame du jardin zoologique, nommé Caracara, recut plus de cent mille suffrages aux élections municipales.

Les "paulistas" voulaient exprimer leur désaffection à l'égard des partis et ce qu'Archie exprime sur le petit écran à grands coups de gueule, des millions de petits bourgeois américains l'expriment cette année aux urnes en soutenant le gouverneur Wallace. Pujade mâtine de Mussolini.

SPLASH '72
VENTE
PISCINES

Hors terre ou creusées

Faites vos jeux. Agissez maintenant et économisez substantiellement. Simple réservation. Livraison quand vous voudrez.

PISCINES ÉCONOMIQUES INC.

544 boul. des Laurentides

Laval Tél.: 388-2157

Ouvert 9 à 6 — Jeudi, vendredi 9 à 6

Dimanche midi à 4 h

La météo

"Ça coule et pis y fait fret"

Ceux qui sont habitués de se plaindre de la température ont sûrement dû déroger à leurs habitudes au cours de cette fin de semaine. En effet depuis quelques jours, ça coule, les oiseaux n'en finissent pas de se picosser, le soleil regard de tout cela et est bien fier de son oeuvre. Encore aujourd'hui il persévérera, mais attention... demain

ce ne sera pas la même chose... ça coulera, mais ce sont les nuages qui couleront et sur nos têtes. Quant aux oiseaux, ils n'ont qu'à rentrer dans leurs cabanes et continuer à se picosser. Comme dit Mme Chose, de la rue Mantana: "Y fait beau, mais y fait fret!"

TABLE

SUITE DE LA PAGE A 1

"C'est parce qu'il craint la solution négociée." Selon M. L'Allier, la partie syndicale voudrait voir le conflit se régler grâce à une solution politique.

Rappelant qu'il n'a pas l'intention de s'asseoir à la table centrale, M. L'Allier a refusé d'admettre que le débat soit devenu politique. "Ma fonction est politique, a-t-il dit, je ne suis pas un négociateur. Mon devoir est de mandater des gens dont c'est la spécialité. Je suis assuré, a-t-il ajouté que ma présence à la table des négociations n'aurait pas fait avancer quoi que ce soit."

On sait que la présence de M. L'Allier à la table des négociations est une des conditions que pose le Front commun pour reprendre la discussion.

"Si nous optons pour une solution politique, par exemple en convoquant une commission parlementaire, nous serions immédiatement accusés de ne pas vouloir négocier, a dit M. L'Allier. Selon lui il serait facile de céder à la tentation et d'imposer une ligne de conduite. "chaque jour, a-t-il dit, j'entends sur les ondes des tations radio-phoniques des gens qui ne se gênent pas pour nous demander d'employer la force pour régler ce conflit. Pour ma part je préfère opter pour la solution négociée."

"Notre objectif, a poursuivi M. L'Allier n'est pas de désamorcer une bombe mais de régler un litige dans l'intérêt des 210,000 travailleurs impliqués et aussi dans l'intérêt de toute la collectivité."

Epreuve de force

Les propos de M. L'Allier laissent prévoir une épreuve de force entre le Front commun et l'Etat. Reste à savoir quels seront les moyens employés par le gouvernement pour faire face aux pressions syndicales. A ce sujet, M. L'Allier s'est contenté de dire qu'il "n'avait pas à interpréter les gestes posés par le Front commun".

Il est évident que le gouvernement ne bougera pas devant les pressions du Front commun et qu'il se prépare à prendre les moyens nécessaires: injonctions, accusations de mépris de cour et si le Front commun indique clairement qu'il n'a plus confiance en une solution négociée, une loi d'exception. De toute façon, comme l'a dit M. L'Allier: "il ne faut pas traverser la rivière avant d'être arrivé au pont."

LE FRONT

SUITE DE LA PAGE A 1

par la grande majorité des 11,000 délégués syndicaux, à des degrés plus ou moins grands, au cours des assemblées d'information tenues dans 10 villes du Québec depuis jeudi dernier.

"A l'issue de ces quatre jours de tournée provinciale, nous ne croyons pas nous tromper en constatant que le sentiment profond de la majorité des délégués rencontrés est celui-ci: les quelque 11,000 cadres syndicaux et responsables d'action et d'information rencontrés ne veulent pas d'une grève de 24 heures. Les entretiens à ce sujet nous ont semblé très clairs. Les délégués rencontrés veulent une grève générale illimitée."

M. Pépin a poursuivi en disant que les dirigeants du Front commun feraient rapport ce matin à 10 h. au comité de stratégie de ce sentiment des délégués et qu'ils recommanderaient que la grève soit générale et d'une durée indéfinie.

Les participants à l'assemblée de Matane, dernière étape de la tournée, ont, quant à eux, accueilli par une salve d'applaudissements la nouvelle de la grève générale lorsque M. Pépin leur en a fait part hier soir.

Prêts à négocier

M. Pépin a répété par ailleurs au cours du week-end, en réponse au ministre de la Fonction publique, M. Jean-Paul L'Allier, qui a déploré au cours d'une conférence de presse samedi à Montréal que les représentants syndicaux aient décidé de rompre les négociations et que le conflit prenne de plus en plus une tournure politique, que les membres du Front commun étaient disposés à reprendre les pourparlers à quelques heures d'avis seulement, à condition cependant que le gouvernement modifie son attitude de façon substantielle en ce qui regarde les salaires et la sécurité d'emploi.

Un problème qui semblait toutefois inquiéter particulièrement beaucoup de délégués au cours de la tournée est celui des injonctions ou de l'adoption d'une loi spéciale qui obligerait les fonctionnaires à reprendre le travail advenant la grève.

"Qu'on ne nous embête pas avec des injonctions, des lois spéciales ou autres mesures du genre, a répondu M. Laberge aux questions de plusieurs d'entre eux.

"C'est uniquement par la négociation, une véritable négociation qu'on va régler le problème."

Tous dans la rue

Le chef de la FTQ a ajouté que si le gouvernement faisait émettre des injonctions ou adoptait des lois spéciales, il n'y aurait qu'une solution: "tous dans la rue et ils vont devoir nous ramasser tous".

De son côté, M. Pépin s'est dit d'avis qu'un coup de force de la part

gouvernement réglerait probablement des problèmes pour certains, mais ne réglerait jamais le problème de fond. Il a souligné qu'or, devait respecter les travailleurs et leur accorder une pleine mesure de justice.

Certains délégués ont cité le cas des employés de l'Hydro qui se sont empressés de rentrer au travail à la suite de l'émission de l'injonction du 28 mars, ce à quoi M. Laberge a rétorqué, avec la verve qu'on lui connaît, que "les gars de l'Hydro sont des vaches".

Il a ajouté néanmoins que ces derniers allaient suivre le mouvement cette fois-ci. En somme, les trois leaders du Front commun sont satisfaits de la tournée d'information qui les a conduits dans 10 villes et au cours de laquelle ils ont rencontré plus de 11,000 délégués depuis jeudi dernier. Les villes visitées ont été, dans l'ordre: Trois-Rivières, Québec, Sherbrooke, Montréal, Saint-Jérôme, Hull, Rouyn-Noranda, Chicoutimi, Baie-Comeau et Matane. La tournée a pris fin hier soir.

Sombre tableau

Au cours des assemblées, les trois chefs syndicaux ont brossé un tableau très sombre des 21 jours de négociations avec les représentants du gouvernement. Ils estiment en fait qu'il n'y a pas eu de véritables négociations, mais se disent prêts à reprendre les discussions si le gouvernement change d'attitude.

Les dirigeants syndicaux soulignent que les fonctionnaires provinciaux leur ont confié un mandat clair le 9 mars dernier (vote de grève) et que le sentiment manifesté par les délégués au cours de la tournée vient renforcer ce mandat.

"Cette tournée démontre que les employés du secteur public et parapublic sont déterminés à aller jusqu'au bout pour obtenir justice", conclut-il.

IRAN

SUITE DE LA PAGE A 1

de 9,5 et un degré de magnitude 7 sur l'échelle de Richter.

Les dégâts ont atteint la ville de Chiraz, située à 45 milles au nord de Firouzabad, et jusqu'à Bandar Abbas, port du golfe Persique, situé à plus de 180 milles de l'épicentre du séisme.

Il s'agit de l'un des plus dévastateurs tremblements de terre qui ait dévasté ce pays, déjà lourdement éprouvé par des secousses telluriques.

Il s'agit du cinquième tremblement de terre à survenir en Iran au cours des quinze dernières années. En 1957, un premier séisme avait fait 1.200 morts, le 1er juillet, et un second, 2.000 morts et 50.000 sans-abri, le 13 décembre.

Le 1er septembre 1962, un séisme à Kazvin avait fait 11,000 victimes et détruit 200 villages. En 1968, un autre tremblement de terre avait causé la mort de 11.588 personnes dans la province de Khorassan.

La Loi de la Magistrature au cour de la présente session

Le ministre de la Justice, Me Jérôme Choquette, a annoncé en fin de semaine qu'il déposera durant la session en cours la Loi de la Magistrature qui obligera le gouvernement à une formule de consultation obligatoire avant la nomination des juges.

Sans vouloir préciser qui sera consulté, Me Choquette a déclaré que l'organisme comprendra un certain nombre d'anciens bâtonniers.

CHOQUETTE

SUITE DE LA PAGE A 1

En débutant, Me Jamin a accusé le gouvernement de déposer des projets de loi sans méthodologie appropriée et sans législation adéquate.

Me Choquette, qui était assis à la table d'honneur juste à côté du conférencier a aussitôt tiqué et a sorti son calepin pour prendre des notes, pendant que 300 paires d'yeux d'avocats fort attentifs se posaient sur lui.

Usurpation subtile

Depuis quelques années, a dit Me Jamin, on remarque une centralisation de tous les pouvoirs en faveur du pouvoir exécutif, au détriment du législatif et du judiciaire. C'est une usurpation subtile mais réelle et on risque de glisser sans s'en rendre compte vers l'unicité du pouvoir exécutif.

Les lois sont adoptées par l'Assemblée nationale, d'expliquer le bâtonnier, mais les règlements qui viennent parfaire ces lois sont adoptés par l'exécutif. Or le pouvoir de réglementation est tellement étendu depuis quelques années dans tous les ministères que ce ne sont même plus les ministres qui exercent ces pouvoirs mais les technocrates qui ne sont même pas élus par le peuple.

Si le pouvoir législatif est malmené, de poursuivre Me Jamin, le pouvoir judiciaire l'est encore plus. Il est devenu une machine propre uniquement à rendre des jugements.

Le pouvoir judiciaire est totalement tributaire du pouvoir exécutif. Son budget est "ridicule", de dire M. Jamin et il serait temps qu'on cesse de considérer l'administration de la justice comme une simple opération policière. L'assistance judiciaire, ajouta-t-il, doit se contenter cette année d'environ \$2 millions, tandis qu'en Ontario \$12 millions sont consacrés à ce poste.

Inertie remarquable

Se plaignant de "l'inertie remarquable" de la trilogie départementale qui administre le Palais de Justice, Me Jamin a demandé pourquoi il n'est

pas administré par le personnel du pouvoir judiciaire, pourquoi en somme le pouvoir judiciaire ne préside pas à ses propres destinées, au lieu de rester à la remorque de l'exécutif.

Régime dictatorial ?

De plus, a dit Me Jamin, l'exécutif s'attaque d'une nouvelle façon au judiciaire en voulant "contrôler indirectement et paralyser les activités" du Barreau, sous prétexte de mettre de l'ordre dans les corporations professionnelles et de protéger le public.

Le Barreau n'a pas attendu l'ordre du gouvernement pour protéger le public, de poursuivre le bâtonnier. "Déontologie, arbitrage de comptes, fonds d'indemnisation, assistance judiciaire" sont autant de domaines où le Barreau a assuré à la population une protection adéquate de ses libertés.

Si le gouvernement tient tant à ce que le public soit représenté au conseil d'administration des corporations professionnelles, a demandé Me Jamin, pourquoi ne donne-t-il pas l'exemple en invitant le public au conseil des ministres, plutôt que de jouer à cache-cache avec les projets de législation?

Au contraire, le gouvernement, en étant représenté dans les corporations professionnelles, veut neutraliser l'action de celles-ci, et du Barreau en particulier. "Par le bill 70, le bill 10 et le bill 250, demande le bâtonnier, ne recherche-t-il pas la disparition éventuelle du Barreau comme chien de garde des droits du citoyen-électeur?"

Si le gouvernement poursuit son ingérence, qui sera la prochaine victime, demande Me Jamin. Le journalisme, le syndicalisme, le monde des affaires?

Et il conclut en se demandant si nous ne sommes pas à l'aube d'un régime dictatorial.

Ce discours a reçu une ovation et seuls quelques récalcitrants sont restés assis sur leur chaise.

Me Choquette a expliqué que l'agressivité du bâtonnier reflète une inquiétude profonde des avocats "relativement à une question de gagne-pain dans l'avenir".

Ajoutant qu'il n'avait pas été mis au courant de la teneur du discours du bâtonnier, le ministre a ajouté qu'il y a une crise au sein du Barreau.

Il a déclaré que les projets de loi qu'il a déposés visent à améliorer la dispensation de la Justice, mais que si les avocats y trouvent à redire, ils peuvent soumettre des amendements.

Au sujet de la délégation des pouvoirs de réglementation, Me Choquette a déclaré qu'on ne pouvait revenir au 19e siècle. Quant au désir du pouvoir judiciaire d'être autonome, il ne voit pas comment le judiciaire pourrait lever des taxes pour s'administrer.

M. Choquette a de plus déploré que par un tel discours le Barreau donne une mauvaise impression de lui-même au public.

BARREAU

SUITE DE LA PAGE A 1

Montréal et à Québec, ces craintes n'ont pas la même acuité et les avocats se montrent moins farouches devant ces mesures.

Samedi en fin de journée, les avocats ont eu à se prononcer sur la syndicalisation. Ils ont adopté majoritairement une résolution à l'effet que le Barreau doit limiter son rôle à la protection de l'intérêt public et laisser à des associations professionnelles parallèles le soin de défendre les intérêts des membres. Le vote a été de 160 contre 119.

Cette décision a provoqué un drame. L'exécutif du Barreau a demandé ce qu'il faisait là. Les avocats se sont levés et ont voté leur confiance à leur exécutif. La séance a été ajournée au lendemain matin, étant donné, comme l'a dit un membre, que "la nuit porte conseil".

Hier matin, l'exécutif a annoncé sa décision à l'assemblée: il y aura référendum sur la syndicalisation, étant donné que la résolution adoptée implique des changements à la loi et aux règlements du Barreau.

En attendant ce référendum, "le Barreau continuera d'exercer pleinement et de façon exclusive tous les pouvoirs que la loi lui confère tant dans l'intérêt du public que dans l'intérêt de ses membres".

Les propositors du projet (il existe déjà quatre associations professionnelles d'avocats au Québec) avaient argué que le rôle du Barreau est de protéger le public et celui des associations de protéger les intérêts des membres, les deux n'étant plus conciliables. Ils avaient donné l'exemple de la profession médicale où le Collège des Médecins s'occupe de faire valoir les intérêts du public tandis que les fédérations de spécialistes et d'omnipraticiens voient aux questions d'argent.

Référendum à l'automne

A l'atelier sur le sujet, la veille de l'assemblée générale, les participants s'étaient montrés hostiles à la syndicalisation. A l'assemblée générale, il y a eu renversement de la situation et la proposition a été acceptée.

Un référendum dans la profession tranchera le débat, a décrété le conseil général du Barreau.

Quand aura-t-il lieu? Ces modalités ne sont pas encore arrêtées, a dit le bâtonnier en chef Yvon Jamin, puisque le Barreau en est au premier référendum de son histoire. Il se fera par la poste, mais pas tout de suite. Me Jamin a expliqué que ce printemps, il abandonnera ses postes de bâtonnier du district de Montréal et de Québec, tandis que cet été il sera officiel de rejoindre les avocats puisque ce sera la période des vacances. On songe donc à l'automne.

Judicare: oui, non et non

La question de la forme que doit prendre l'aide judiciaire aux défavorisés a elle aussi provoqué d'âpres discussions. Les partisans du Judicare (la formule et le nom sont entassés alléguaient que c'est la seule façon de garantir la liberté de choix du client, l'un d'eux a lancé: "La carte Chèque pour tout le monde".

L'effluence des partisans du Judicare ne fut pas vaine. L'assemblée fut adoptée à 149 contre 144. Le résultat, aussi serré provoqua des regrets

dans l'assistance, et qu'un dé-manda le recoupage, un autre le vote secret, aux lueurs des gagnants. Finalement, la proposition principale a été adoptée (portant exactement les mêmes mots) fut soumise aux voix, et cette fois le compte fut de 153 à 151.

Immédiatement, le Jeune Barreau, organisme volontaire qui regroupe 700 avocats montréalais ayant moins de dix ans de pratique, dénonça cette décision au cours d'une conférence de presse. La formule des cliniques en milieu défavorisé a été éprouvée, ont-ils expliqué, et de plus les citoyens pauvres eux-mêmes favorisent ce système.

Le président de l'organisme, Me Ronald Montcalm, a déclaré que le Jeune Barreau est d'accord avec le Bill 10, sauf sur certaines questions de détail.

La question était toutefois loin d'être vidée. Un peu plus tard, le bâtonnier Jamin vint annoncer aux journalistes que le Barreau allait favoriser un système mixte de judicare et de cliniques, ce système étant le seul capable de garantir le libre choix de l'avocat, et les cliniques ayant fait leur preuve en milieu urbain. Cette décision, d'expliquer Me Jamin, étant la seule capable de satisfaire à peu près tout le monde.

Mais puisque l'assemblée générale en avait décidé autrement, demandèrent les journalistes, cette décision de la direction du Barreau n'était-elle pas illégale? Non, de répondre le bâtonnier, puisque les décisions de l'assemblée des avocats ne lient pas l'exécutif du Barreau. "En vertu d'un règlement du Barreau, d'ajouter Me Jamin, l'assemblée des membres n'a aucun pouvoir."

La veille, Me Jamin, dans son discours-chose, demandait "Où s'en va la démocratie?"

Assistance judiciaire gratuite

A l'issue du congrès, le conseil général du Barreau a décidé de ne pas renouveler le contrat de l'assistance judiciaire en dehors de Montréal et de Québec avec le gouvernement, tout en assurant que les avocats continueront à rendre les mêmes services à la population que par le passé.

Le bâtonnier d'Arthabaska, Me Jean Moisan, a précisé que cette mesure ne constituait en aucune façon du chantage puisque les défavorisés ne seront pas privés de services. Il a expliqué que les conditions de renouvellement offertes par Québec étaient tout-à-fait inacceptables.

L'ambassade d'Egypte à Amman ferme ses portes

LE CAIRE (AFP) — Les membres de l'ambassade égyptienne à Amman regagneront Le Caire jeudi prochain, annonce l'Agence d'information du Moyen-Orient.

D'autre part, le correspondant de l'agence égyptienne déclaré personne non grata par les autorités jordaniennes après la rupture des relations entre l'Egypte et la Jordanie, est rentré dimanche au Caire, venant d'Amman.

Selon lui, le troisième secrétaire de l'ambassade égyptienne demeurera à son poste jusqu'à la remise de l'ambassade à des fonctionnaires séoudiens. Ryad est chargée des intérêts égyptiens en Jordanie depuis la rupture par l'Egypte de toutes les relations avec la Jordanie.

L'accord pour l'assainissement des Grands Lacs serait conclu

WASHINGTON (AFP) — Le président Nixon et M. Pierre E. Trudeau, premier ministre du Canada, signeront un accord sur la lutte contre la pollution des Grands Lacs à la fin de la semaine prochaine à Ottawa, apprend-on dans les milieux officiels.

L'accord sur les Grands Lacs, qui a fait l'objet de négociations difficiles depuis 1964, pourrait être le seul résultat concret de la visite de trois jours que le président Nixon va faire au Canada à partir de jeudi. Il ne semble pas y avoir eu récemment suffisamment de progrès dans la négociation des problèmes économiques entre les deux pays pour que des accords puissent être annoncés la semaine prochaine dans ce domaine.

On apprend de bonne source que le programme d'assainissement des Grands Lacs prévu par l'accord pourrait coûter jusqu'à 12 milliards de dollars aux Etats-Unis dont les grandes villes industrielles riveraines sont les principales responsables de la pollution des lacs. La contribution financière du Canada serait bien moindre.

L'accord prévoit en particulier un programme de trois ans de construction d'usines de traitement des déchets industriels et d'assainissements des eaux. Du côté américain le coût serait réparti entre le gouvernement fédéral et les états riverains des Grands Lacs.

Chasse à l'homme à PAT

Deux hommes sont présentement détenus par la police et un troisième est activement recherché à la suite d'une chasse à l'homme tôt samedi matin, à Pointe-aux-Trembles.

Les trois hommes prenaient place dans une voiture qui avait failli renverser un homme qui se dirigeait vers son auto et ce dernier avait décidé de se lancer à la poursuite du chauffard.

Et c'est là que la police est intervenue stoppant les deux voitures. Les trois individus, cependant, sifflé descendus de voiture prirent la fuite à

pieds et c'est grâce à la collaboration de la patrouille de nuit de la police de Montréal que deux des trois hommes ont été arrêtés. La police a aussi retrouvé une carabine au canon tronçonné qui avait présument été abandonnée par un des fuyards.

Ces arrestations pourraient aider à solutionner plusieurs autres vols à main armée. Les détenus sont des récidivistes bien connus de la police: René Vaillancourt, 23 ans, et André Dragon, 31 ans.

Woodrow Lloyd décédé en Corée

REGINA (PC) — C'est samedi que la nouvelle du décès de l'ancien premier ministre Woodrow S. Lloyd, de la Saskatchewan, est parvenue à Regina. M. Lloyd était attaché au programme de développement des Nations unies en Corée. Il était âgé de 58 ans.

La nouvelle est parvenue à la famille de M. Lloyd samedi matin. La cause du décès est encore inconnue, mais on avait appris que l'ancien premier ministre CCF avait été hospitalisé il y a quelques jours.

L'ancien enseignant qui a gravi les échelons de la politique pour devenir premier ministre en 1961 jusqu'à la défaite de la CCF par les libéraux en 1964, s'était retiré de la politique avant les élections provinciales de 1971. Il avait accepté le poste des Nations unies l'an dernier.

Au moment de son décès, le disparu était représentant permanent du programme de développement des Nations unies en Corée.

Originaire de Webb, Saskatchewan, et à l'âge de 30 ans, M. Lloyd avait accepté les lourdes fonctions de ministre de l'Education dans le gouvernement CCF que dirigeait M. T. C. Douglas.

L'ancien premier ministre, ne sur une ferme et au caractère calme, a surmonté la phase politique turbulente du début des années '60 quand il a succédé au premier ministre Douglas et dirigé la lutte déclenchée par le programme d'assurance-santé.

Les médecins s'opposaient fortement à ce programme dans la province. Le ministre de la Santé de l'époque, qui avait présenté le projet de loi, M. J. Walter Erb, avait démissionné. M. Erb était alors passé chez les libéraux parce qu'il ne voulait pas pousser plus loin le projet de loi étant donné la vive opposition des médecins.

BETOURNAY & CRONE OPTOMÉTRISTES

CHEZ Simpson

L. A. Bétournay - S. R. Crone - J. P. Cardinal
C. Lemire - P. Meunier

EN VILLE, au septième 842-3241, poste 676
Fairview-Pointe Claire, nouveau du Promenoir 697-4870, poste 242
Les Galeries d'Anjou, nouveau du Promenoir 353-3300, poste 234



Ville de Montréal ENCAN PUBLIC

100 AUTOMOBILES, 1 CHALOUPÉ EN ALUMINIUM - 14', 1 MOTEUR HORS-BORD JOHNSON - 18 C.V. ET 20 LOTS D'ARTICLES DIVERS

FOURRIÈRE MUNICIPALE, 1700 EST, RUE SAUVÉ

MERCREDI, LE 12 AVRIL 1972, À 10:00 HEURES

VISITE: le mercredi, 12 avril 1972, de 8:30 à 10:00 heures

PAIEMENT: argent comptant et immédiatement après la vente

RENSEIGNEMENTS: (514) 872-4770, Emile Guertin, surintendant

SERVICE DES ACHATS ET MAGASINS, DIVISION DE LA RÉCUPÉRATION

Hôtel de Ville
Montréal, le 10 avril 1972

Le Greffier de la Ville
MARC BOYER, C.R.

9634, avenue Papineau, Montréal. Renseignements: 872-5157

J'aurai toujours des cheveux...

tissage fait en une séance sans douleurs.



Grâce au TISSAGE DE CHEVEUX POUR HOMMES

• CHEVEUX "ASSURÉS" sans douleur
• TISSAGE "CLIMAT" avec douceur
• CHEVEUX SYNTHÉTIQUES

7121 Chateaubriand, Montréal 277-1716

La banque centrale du Vatican est bien gardée et secrètement

CITE DU VATICAN (AFP) — La multiplication des menaces sur les banques a amené les autorités vaticanes à perfectionner, elles aussi, le système d'alarme installé sous Pie XII pour défendre les coffres-forts de l'Institut pour les oeuvres de religion, autrement dit la banque centrale de l'Etat pontifical.

Il est inutile de dire que les caractéristiques techniques de ce nouveau système n'ont pas été révélées et personne n'aurait eu vent de cette nouvelle installation si un incident imprévu ne s'était produit récemment.

Il y a quelques semaines, au cours de travaux dans les salles de "l'Institut", dont le siège est un ancien donjon militaire construit par le pape Alexandre VI, le signal d'alarme s'est déclenché à l'improviste sur le tableau de contrôle du commissariat de police du Vatican. Immédiatement, le système "antivol" a fonctionné. L'agent de service a téléphoné à ses collègues et aux Suisses de garde à la porte de bronze, à la

porte Sainte-Anne, à la Porte des Cloches. Toutes ces portes ont été fermées pendant quelques minutes, le temps de s'apercevoir qu'il s'agissait d'une fausse alerte.

Les dirigeants de la Banque vaticane répondent à ceux qui leur demandent des renseignements qu'il n'existe dans leur établissement aucun système antivol spécial. Le président de l'Institut lui-même, l'évêque américain Mgr Paul Marcinkus, affirme qu'en réalité le besoin ne s'en fait pas sentir.

"Nous vivons bien plus sur notre réputation que sur notre argent", dit-il ajoutant qu'il est convaincu qu'aucun voleur n'aurait intérêt à tenter un mauvais coup contre le Saint-Siège.

De toutes façons, on accède assez facilement à la Banque du Vatican. Il suffit de déclarer au Suisse de garde à la porte Sainte-Anne que l'on va à "l'Institut" pour les oeuvres de religion". On ne se heurte à aucun autre contrôle à la porte de la Banque, ni dans la "Cour du perroquet", où

un agent est toujours de service.

S'il s'agit de procéder à de simples opérations bancaires, il suffit de se présenter aux guichets. Les employés et les fonctionnaires de "l'Institut" sont au nombre d'une quarantaine, et les dossiers sont rapidement liquidés.

En cas de nécessité, les employés en appuyant sur une pédale placée sous leur guichet peuvent déclencher un signal d'alarme.

S'il s'agit d'opérations bancaires compliquées on doit s'adresser à de plus hauts fonctionnaires ou à Mgr Marcinkus lui-même. Un huissier italo-anglais est chargé d'accueillir les visiteurs importants.

Quatre petits salons "fonctionnels" existent pour ces rencontres de travail. Deux autres, plus vastes, sont à la disposition du président et de son secrétaire. Mgr Donato de Bonis. Toutefois, en général Mgr Marcinkus reçoit dans son cabinet, où les visiteurs sont conduits par un secrétaire laïque.

Il y aura 30 ans, au mois de juin prochain, que la Banque du Vatican a été créée par Pie XII pour remplacer "l'administration pour les oeuvres religieuses" fondée en 1887 par Léon XIII.

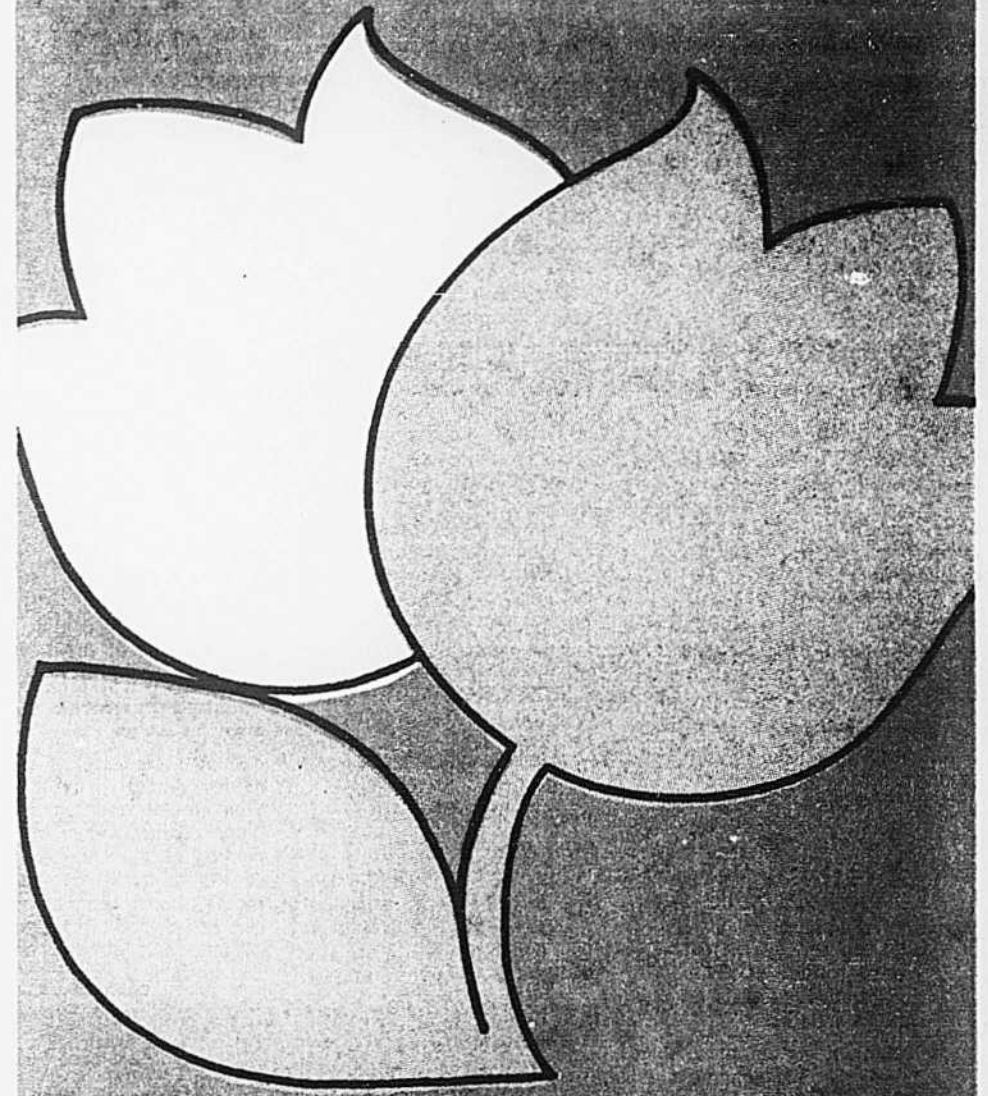
Sa tâche est de "pourvoir à la garde et à l'administration des capitaux destinés aux oeuvres de religion". Au début, son activité avait presque un caractère familial. Les plus vieux habitants du Vatican se rappellent encore que son premier directeur, le cardinal Carlo Cremonesi, acceptait volontiers en dépôt quelques milliers de lires que pouvait lui remettre de la main à la main quelque citoyen du Vatican rencontré au cours d'une promenade.

Aujourd'hui, les bruits les plus divers courent sur les capitaux administrés par "l'Institut". Des indications approximatives ont été publiées récemment sur les bilans des autres administrations du Saint-Siège, mais rien n'a jamais été dit sur les capitaux de la banque centrale.

Non seulement les ressourceurs et les employés du Vatican, les diplomates accrédités, les ordres religieux, les instituts religieux d'enseignement peuvent ouvrir un compte dans cette banque, mais aussi les Italiens et les étrangers appartenant à des pays ayant des rapports d'affaires avec le Saint-Siège. L'avantage pour eux est qu'en ouvrant un tel compte, ils échappent aux lois monétaires de leurs pays respectifs. En compensation, il est de règle que les clients lèguent au Saint-Siège, par testament, un pourcentage de leurs dépôts: environ 10 p. c., selon le journaliste américain Conrad Pallemberg.

Le président actuel de la banque, Mgr Paul Marcinkus, archevêque titulaire d'Horta, est natif du diocèse de Chicago. Agé de 50 ans, taillé en athlète, il est très sportif. Il pratique en particulier le tennis et le golf, et a la réputation d'être un excellent joueur. Mgr Marcinkus préfère pour sa part se dire archéologue amateur. Il consacre à ce violon d'Ingres de nombreux après-midi de jours fériés.

Plaza Alexis Nihon Vente 5^e Anniversaire dès demain



Profitez des centaines de prix avantageux à la Plaza Alexis Nihon
De tout pour toute la famille à chacun de nos trois étages

EN PLUS...

Participez à notre concours et gagnez un voyage pour deux en Hollande!

- Transport aérien via KLM
- Transport terrestre une gratuité d'AVIS
- Organisation par l'agence de voyages UNIVERS

ATTRACTIONS

pour notre vente 5^e Anniversaire
SAMEDI, LE 15 AVRIL

Festival du dessin animé à l'Odéon Atwater L.
Horaire: 9h.30 et 19h.45. L'entrée est libre.
Samedi à 12h.00 et 13h.30.
Magic Tom sera à la Plaza en personne.
De nombreux prix seront distribués toute la journée, samedi.

Si vous êtes né le 15 avril 1967, vous avez droit à un certificat-cadeau de \$5.00
Vous devrez produire votre certificat de baptême original, samedi, à la Plaza.

LES FÉSTIVITÉS DE LA PLAZA ALEXIS NIHON
Avec un esprit d'ouverture et de générosité
de établissement grand et beau.

JEUNES HOMMES — JEUNES FILLES

Programmes de Carrières Taylor

un service éducatif de ITT

vous ouvrent les portes du succès



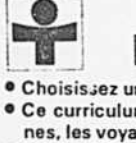
GESTION HÔTEL-MOTEL

en association avec Sheraton Corporation

L'hospitalité offre un champ d'action grandissant aux hommes et aux femmes qui ont un sens naturel de la courtoisie et qui sont intéressés à l'entraînement spécialisée qui peut transformer leurs talents en carrières intéressantes et lucratives.

Ce programme vous prépare pour le monde fascinant de l'hospitalité dans les emplois tels que: vérificateur de nuit, gérant des banquets, caissier, gérant des conventions, commis d'accueil, gérant du restaurant ou de la cafétéria, etc.

Cours du Jour seulement.



LIGNES AÉRIENNES-VOYAGES

- Choisissez une vie d'aventures et de voyages en faisant partie de la génération "jet".
- Ce curriculum a été développé sous la surveillance d'experts dans les lignes aériennes, les voyages et le tourisme.
- Entraînement personnel avec le Cours de Charme et Maintien Nancy Taylor et Mr. Executive pour jeunes hommes.
- Votre passeport pour l'un de ces emplois fascinants: agent de service aux passagers, agent de réservations, hôtesse d'accueil, agent d'agence de voyages, etc.

Pré-requis: 12 années de scolarité ou l'équivalence.

Cours du Jour ou du Soir.



MERCHANDISING DE LA MODE

- Entraînement donné par des experts du monde de la mode.
- Visites chez les manufacturiers de textiles et de vêtements et dans les moyens de communications publicitaires, etc.
- Stages rémunérés dans les magasins de Montréal.
- Taillez-vous une carrière captivante dans les domaines suivants: achats, coordination de la mode, spécialiste des tissus, éditeur, courtier de mode, etc.

Pré-requis: 12 années de scolarité ou l'équivalence.

Cours du Jour seulement.

Colloque sur s'information dans la région Lanaudière

L'Association professionnelle des journalistes de Lanaudière-Laurentides organise le 30 avril un colloque sur l'information régionale. Ce colloque donnera l'occasion au public lecteur d'exprimer son point de vue sur les médias de la région. Le colloque aura lieu à Joliette.

A ce colloque, qui aura

pour thème: "L'information pognée par la piastre, il sera question du rôle du journaliste, de sa formation et de sa façon de travailler. Les patrons, de leur côté feront porter la discussion sur le rôle de l'argent dans la qualité de l'information.

Le colloque se terminera par un souper-causerie.

VISITEZ NOTRE USINE

ACHETEZ MAINTENANT ET ÉPARGNEZ

PORTES ET FENÊTRES EN ALUMINIUM

Auvents en fibre de verre

Centre-fenêtre 3 vitres glissantes

Fenêtre panoramique à 3 lumières

APPELEZ 322-7602

Ouvert tous les jours jusqu'à 5 h. Le samedi jusqu'à 1 h. Service téléphonique 24 heures par jour.

LIVRAISON RAPIDE
Garantie écrite du fabricant. Estimation gratuite.

ARCON CANADA

Division de A. B. P. Service Ltee
1195, rue ALBERT-HUDON — Montréal-Nord
Bureau à Sorel: 101, rue Charlotte
Pour renseignements: 742-4232

Revêtement mural en aluminium ainsi que les corniches.

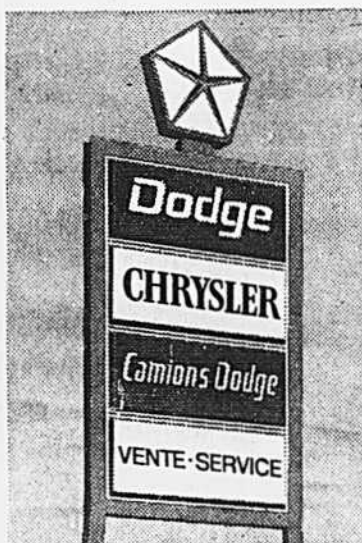


COLLÈGE LASALLE

2015 Drummond

842-3823

Venez, appelez ou écrivez pour de plus amples détails



Au Q.G.* du génie mécanique minutieux, la DODGE COLT

*Quartier général

La Dodge Colt, c'est la petite voiture solide, dont le fonctionnement est sûr. Sa solidité vient d'une structure monocoque qui combine châssis et carrosserie en une seule unité sûre et rigide. Avant d'être annoncée au public, la Colt a subi toutes les épreuves possibles sur les routes les plus difficiles et sous les conditions les plus désavantageuses.

La Dodge Colt possède de grands avantages tels que les freins AV à disques, la ventilation en continu, les sièges-tonneaux inclinables (sauf le coupé), une colonne de direction réglable, un moteur mini-hemi à soupapes en tête, une boîte à quatre vitesses synchronisées au plancher, un déclencheur intérieur du capot et une antenne de radio incorporée au couvercle du coffre. C'est une petite voiture complète dans tous ses détails.



Coupé et familiale à 4 portes (illustrés), aussi hardtop à 2 portes et sedan à 4 portes. C'est la voiture Dodge au plus bas prix.



notre bébé prodige.

Que deviendra l'Éthiopie, pays d'un autre âge, après Haïlé Sélassié?



L'empereur Haïlé Sélassié

Addis-Abéba vit dans un autre âge: 1965 selon le calendrier julien, mais de fait, plus loin encore.

Quelques chiffres l'illustrent mieux: 22.600.000 habitants, 31.200 autos, dont 88 pour cent immatriculées dans la capitale, 382 médecins, dont dix pour cent seulement de nationalité abyssine.

L'ambiance est celle du sous-développement: Hilton et bidonvilles, palais et cases couvertes de paille.

L'histoire récente du pays est comme un livre d'images, dont on tourne les pages avec surprise et intérêt.

L'occupation italienne

Le 3 octobre 1935, alors que la France est à quelques mois du Front Populaire, Mussolini envahit l'Éthiopie. Une guerre coloniale dans toute son horreur: les Abyssins affrontent courageusement, mais en combat conventionnel les Italiens sont évidemment mieux armés.

La victoire ne sera acquise qu'après huit mois de furieux combats par de sauvages bombardements aériens et l'usage des gaz asphyxiants. Le Négus s'exile en Angleterre.

Les Italiens aménagent cette "colonie" de 1935 à 1940. Pendant ces quatre années, ils investissent dans le réseau routier et les installations sanitaires près de deux milliards de lires.

Jamais, ils ne parviennent à gagner l'attachement des Éthiopiens, que seule la terreur peut réduire au silence apparent.

L'attentat contre le maréchal Graziani

Le 19 février 1937, le vice-roi d'Éthiopie, le maréchal Graziani, convoque la population de la capitale pour lui adresser un message solennel de "pacification"... et distribuer quelque argent, prétend la rumeur propagée par les soldats italiens. Lorsque la foule est rassemblée dans les jardins de l'ancien palais de Haïlé Sélassié, alors que Graziani s'appête à parler, un jeune homme dégoupille une grenade à main et la lance en direction du vice-roi.

Servi par une chance extraordinaire, le maréchal échappe à l'attentat, mais il est touché de très nombreux éclats. Les soldats italiens prennent peur et tirent dans la masse.

Les jours suivants, les occupants procèdent à des massacres insensés. Addis-Abéba dénombre plusieurs milliers de victimes, trente mille, affirme-t-on.

"Nous devons pardonner"

Le 20 janvier 1941, le Négus rentre en Éthiopie avec les troupes anglaises et alliées. Soutenues par la guérilla, celles-ci mènent une rapide et victorieuse campagne. En un peu plus de trois mois, le temps de les compter, les 113.000 soldats italiens sont capturés. Le bilan officiel des vaincus est de 5.211 tués, 6.947 blessés et 15.000 disparus, dont un bon nombre vivent toujours, restés sur place, plus ou moins assimilés.

Nouvelle forme de protestation: la bouche cousue

MOSCOU (AFP) — Quinze détenus soviétiques d'un camp de travail près de Léningrad, à "Oboukhovo", se sont cousu la bouche en signe de protestation contre les mauvaises conditions du camp, révèle le dernier numéro du journal clandestin, "Chronique des événements actuels", circulant sous le manteau à Moscou.

Selon le journal, six des quinze détenus ont été immédiatement internés dans un asile psychiatrique de Léningrad, et les autres ont été mis au cachot. Le directeur du camp de travail aurait été démis de ses fonctions, ajoute le journal.

Le même numéro du journal clandestin indique d'autre part qu'à la suite d'un procès qui a eu lieu à Sverdlovsk en novembre dernier, sept personnes ont été condamnées à des peines d'emprisonnement de 2 à 5 ans dans un camp de travail à régime "strict" et un huitième a été interné dans un asile psychiatrique pour schizophrénie et complexe de la persécution.

Selon le journal, les huit inculpés ont été accusés de propagande et "d'activité anti-soviétique". Leur arrestation aurait fait suite à une enquête menée par le K.G.B. (sécurité d'Etat) dans plusieurs villes du centre de l'URSS et en Sibérie

Le 5 mai 1941, Haïlé Sélassié fait son entrée triomphale à Addis-Abéba.

L'Organisation de l'Unité Africaine

Le 11 septembre 1952, l'Érythrie, l'ancienne colonie italienne, est fédérée avec l'Éthiopie par décision de l'ONU. Haïlé Sélassié, nouvel Ataturk, entame le processus de modernisation de son pays: nouvelle constitution en 1955, suffrage universel en 1957.

Par ailleurs, en mai 1963, ce leader éclairé met sur pied à Addis-Abéba l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), une Afrique des Patries certes, mais une Afrique pour la première fois consciente de son destin et de la solidarité de ses aspirations.

Aujourd'hui, l'empereur fait de plus en plus figure d'ancêtre, — il a quatre vingt ans —, et le 1er septembre 1970, une image de lui s'est imposée à toute l'Afrique et au monde: la réconciliation dont il est l'artisan entre le général Gowon, chef du Nigeria, et les quatre chefs d'États qui ont reconnu la sécession du Biafra.

Données statistiques décevantes

Les Éthiopiens sont restés les Aithiopes (faces brûlées) d'Hérodote: les orientaux ont les cheveux lissés, les occidentaux les cheveux crépus.

Ils diffèrent sensiblement des Noirs de l'Afrique centrale: traits réguliers, visages calmes dépourvus de ce sourire perpétuel proche du rictus tragique, sens aigu de l'humour et complexe de supériorité envers les autres Africains.

Tout cela est dû à une longue tradition, à un climat favorable: malgré la proximité de l'Équateur, les températures ne varient qu'entre 6 et 26 degrés. Il est vrai que tout le pays est situé entre les altitudes de 4.500 et 7.500 pieds, la capitale étant la ville la plus élevée d'Afrique.

Ce peuple actif, mais gardant le sens de la mesure, — autre effet de l'altitude — est-il un peuple heureux? Les données statistiques sont assez décevantes, mais doivent être pondérées.

Le produit national brut par habitant est le plus faible d'Afrique avec ceux de Malawi et du Burundi, mais en fait 80 pour cent de la population use du troc, hors de l'économie de marché.

Perspectives sombres pour les jeunes

Une seule ligne de chemin de fer, Addis Abeba-Djibouti, plus de 500 milles, qui transporte chaque année des dizaines de millions de passagers et 400.000 tonnes de marchandises, mais l'aviation compte encore plus de passagers et déplace huit millions de tonnes de fret.

Dix pour cent seulement de terres irriguées, mais des barrages énormes en construction.

La jeunesse est travailleuse, mais 5.000 étudiants à peine, à l'université d'Addis-Abéba. 35.000 élèves dans les écoles secondaires et 400.000 dans les écoles primaires. C'est peu. La population active est analphabète en très large majorité, quoiqu'en disent les recensements, même si presque chaque Éthiopien a appris à écrire son nom et ses lieu et date de naissance, en amharique.

Que deviennent ces étudiants à la fin de leurs études?

S'ils sont proches de la famille royale, de ses alliés et de ses clients, l'avenir est assuré. Sinon, les débouchés sont rarissimes dans un pays sous-industrialisé. Alors, reste l'émigration et avec elle, l'amertume et la critique.

Un sujet tabou mais...

On comprend que ce souci de l'avenir professionnel préoccupe la jeunesse plus que la soif d'apprendre.

Et, en décembre 1960, alors que l'empereur était en déplacement au Brésil, un putsch militaire éclata dans la capitale avec, pour but avoué, l'avènement du prince héritier, Asfa Wassen.

Rentré précipitamment dans son pays, Haïlé Sélassié, réussit à rétablir l'ordre

et, après une répression mesurée, accéléra le processus de constitutionnalisation.

Depuis lors, d'autres complots auraient été découverts et étouffés à temps. Est-ce à dire que le mécontentement est profond ou que l'insatisfaction n'est que superficielle? Les Éthiopiens sont muets à ce propos: le souverain est le sujet tabou, celui dont on ne parle pas.

Un pays merveilleux

Les paysages sont magnifiques. L'Éthiopie, pays du Nil bleu noirci par l'érosion est resté le pays des montagnes vertes et des lacs bleus. La pollution est nulle et les animaux ne s'y sont pas trompés, car il en est de toutes les couleurs, de toutes les races, gazelles et chacals, hippopotames, et crocodiles, lions et autruches, zèbres et léopards. ...illiers d'oiseaux, oies sauvages et flamants roses.

Il existe des rivières d'eau thermale, des geysers qui permettent les massages hydroélectriques. La capitale de la reine de Saba, Axum, ne compte plus ses obélisques de granit bleu. Les marchés multicolores sont le centre de la vie économique et sociale, basée sur le troc.

L'Église, pilier du pouvoir

Lorsque l'on fait route vers la mer Rouge, qui est bleue, on approche de l'Érythrée et de sa capitale Asmara, la se-

conde ville d'Éthiopie, la plus européenne aussi. C'est le point de départ d'exceptionnelles expéditions de pêche sous-marine au large des îles Dahlac. C'est aussi le centre de l'agitation politique: l'Érythrée, mi-copte, mi-musulmane, supporte mal l'autorité d'Addis-Abéba. Le Caire "travaille" l'opposition. La Somalie, côte sud-est, a opté pour la Chine.

Pour démocratiser son pays, Haïlé Sélassié l'a "dé-féodalisé", restreignant les pouvoirs des ras. Il s'appuie sur la force centralisatrice de l'Église copte, riche de ses dix-huit millions d'adeptes et détachée, depuis 1959, du patriarcat d'Alexandrie.

Cette Église est puissante et compte des fidèles jusqu'en Guyane, à Trinidad, en Jamaïque et à Harlem. Tous ces chrétiens obéissent au Patriarcat d'Addis-Abéba et à ses cent mille prêtres et regardent le Négus comme le Messie. Cette force morale s'inscrit dans le cadre de la puissance des Églises.

Entre l'enclume et le marteau

Les forces centrifuges l'emporteront-elles à long terme? Entre Érythrée et Somalie, enclume et marteau, entre les impérialismes arabe et chinois, l'Éthiopie, terre convoitée, peut-être disponible après la mort d'Haïlé Sélassié, fait l'objet de nombreux paris et spéculations.



Visitez la cité dans la cité

Une "cité de la science" à Munich

MUNICH (DaD) — Une ville de la science, où vivront et travailleront un jour de 60.000 à 80.000 personnes (étudiants, professeurs et personnel auxiliaire), est en train de naître au nord de Munich.

Tout autour du premier réacteur expérimental allemand (type piscine), dont l'enceinte de sécurité ellipsoïdale lui a valu le surnom d'"oeuf atomique" (à droite en haut sur la photo), commencent à se regrouper les grands éléments de la cité créée de toutes pièces: les bâtiments de l'Institut Max-Planck pour la physique des plasmas et la physique extraterrestre, qui s'occupe de recherche sur la fusion nucléaire et sur l'astrophysique, et le Département de physique de l'université technique de Munich, que dirige le Prix Nobel Rudolf Mossbauer. Ces institutions existent toutefois depuis un certain temps.

Quant à l'Institut de chimie, sa construction doit démarrer cette année. Et pour la création du centre urbain de cette "cité de la recherche", le jury compétent a retenu voici peu de temps le projet représenté ci-dessous: tous les bâtiments seront aménagés de part et d'autre d'une avenue; piétons et automobilistes se déplaceront à deux niveaux strictement distincts. Ce vaste complexe, dont la réalisa-

tion pourrait être prolongée jusqu'à l'an 2000, se caractérise par une très grande souplesse. On espère être ainsi en mesure d'intégrer judicieusement les développements techniques imprévus.

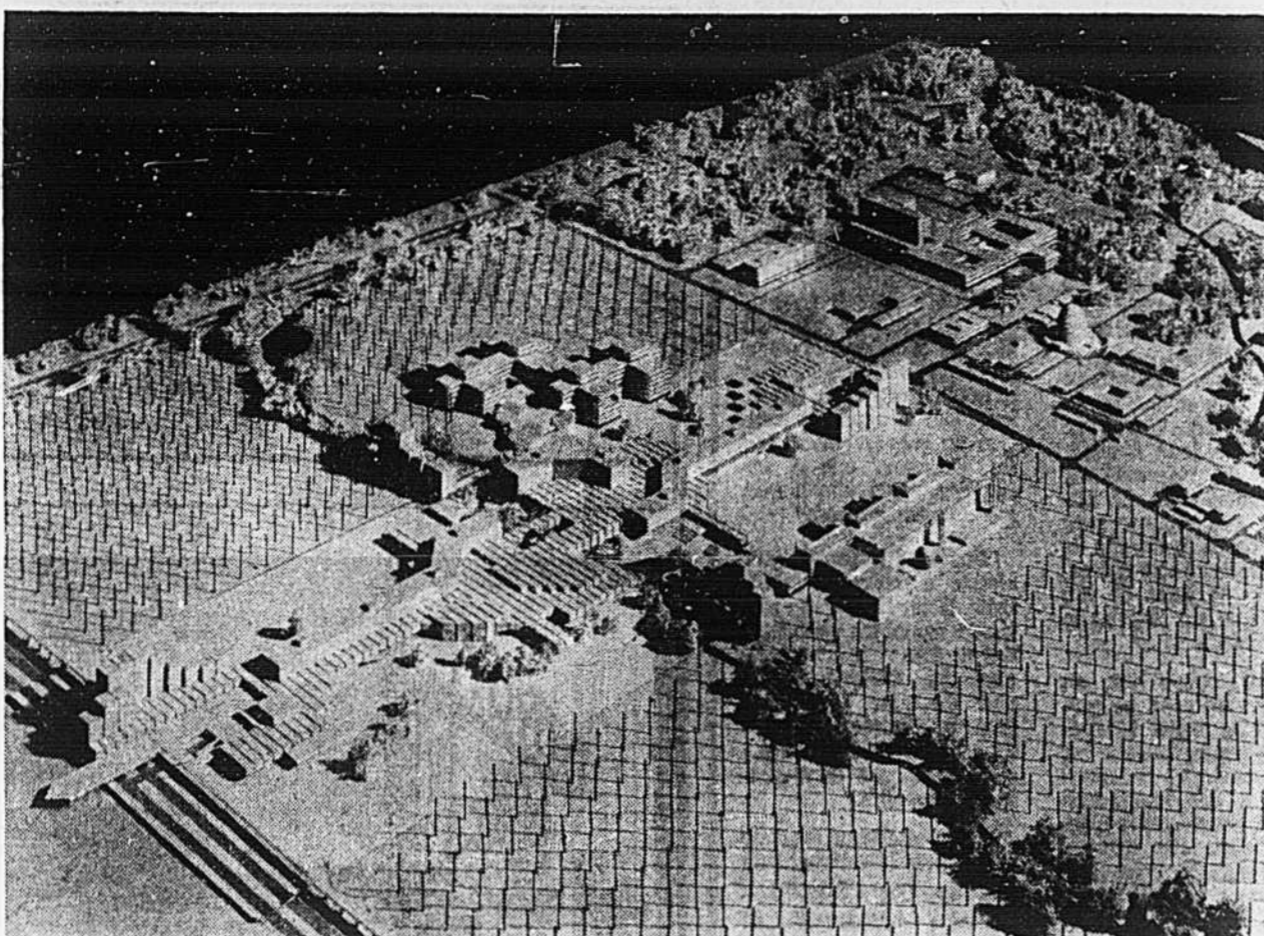
Le gouvernement bava-

rois a en outre décidé de faire construire dès maintenant un institut commun pour l'aéronautique et l'espace avec installations expérimentales pour les moteurs à combustibles solides et liquides, une soufflerie hypersonique à

plasma et un laboratoire pour la simulation des conditions régnant dans le cosmos.

On a évidemment songé aux besoins des futurs habitants en matière de consommation et de distraction. Tout est prévu:

foyers d'étudiants, cité universitaire, jardins d'enfants, cafés, restaurants, bibliothèques, magasins, bars-discothèques, dansings, espaces verts, installations sportives, salons de thé, cinémas et théâtres.



La maquette de cette cité de la science, une ville créée de toutes pièces.

Des citoyens veulent faire de leur ville une "oeuvre d'art globale"

LÜBECK. — Quelque 545 maisons de Lübeck sont classées monuments historiques: majestueuses maisons patriciennes et bâtisses délabrées du Moyen Age. Il faut y ajouter les 90 "passages", ruelles fort étroites des vieux quartiers, derniers vestiges de la vieille ville du XIIe siècle. Mais les façades se désagrègent et les ravages du temps se poursuivent d'une manière inexorable sur les jolis pignons gothiques.

"Sauvez Lübeck!" — tel est le cri d'alarme lancé l'an dernier par les spécialistes allemands de la protection des monuments historiques à l'opinion mondiale. Ils demandent avant tout à ce que Lübeck soit considérée comme une "oeuvre d'art globale", au même titre que Florence, Prague, Berne, Amsterdam et Bruges.

Un appel entendu par l'Unesco

Cet appel a été entendu par la commission allemande de l'Unesco: voici quelque temps, elle a justement organisé un congrès dans la vieille ville hanséatique pour attirer l'attention du monde entier et le prier de venir en aide dans la grande opération de sauvetage. Au cours d'un colloque de deux jours, auquel participèrent le maire de Lübeck, le ministre de l'Intérieur du Land de Schleswig-Holstein, le ministre fédéral de la Construction et de

l'Urbanisme, ainsi que les sénateurs, des architectes, des habitants actifs et des spécia-

listes renommés de l'urbanisme et de la protection des monuments, tous les problè-



Ces vieilles maisons patriciennes menacent de tomber en ruine.

mes furent évoqués d'une manière concrète. Il est apparu que le conseil municipal ne pouvait se charger tout seul des travaux d'urbanisme et de "curetage": le ministre fédéral de la Construction, M. Lauritz Lauritzen, estime que les frais de l'opération se monteront à environ \$150 millions.

Redonner à la ville une fonction vivante

La sauvegarde de Lübeck est ainsi une tâche qui incombera à plusieurs générations. Certains bâtiments en péril sont aujourd'hui inhabités, d'autres font l'objet de douteuses spéculations. Il s'agit avant tout de redonner à la vieille ville une fonction vivante: tel fut l'avis unanime des experts. Les vieilles maisons peuvent être ainsi renouvées à l'intérieur avec tout le confort, tout en conservant les façades typiques du Moyen Age; d'autre part, le sénat est prêt à transformer certains bâtiments anciens en centres de réunion, jardins d'enfants ou foyers d'étudiants. C'est ainsi que la municipalité a installé sa caisse d'assurance-maladie dans une maison gothique au pignon original en marches d'escalier; elle a aussi restauré le célèbre restaurant "Schiffgesellschaft" pour plus d'un million de marks.

Il est intéressant de constater que maintenant les habitants de Lübeck passent eux aussi à l'initiative. Il y a certes beaucoup à faire, mais il n'est jamais trop tard pour passer à l'action. Toutes les actions seront coordonnées par un comité suprarégional. Le noyau urbain de Lübeck, entouré d'eau de tous côtés par la Trave et ses canaux, fière silhouette aux sept clochers, fait partie des rares cités historiques allemandes qui ont survécu aux ravages de la guerre; mais il serait dommage que ce coeur, qui continue à battre comme au Moyen Age, succombe un jour à la suite de ses graves lésions.

Nomination à SUCO

OTTAWA. (PC) — M. Ronald E. Léger, 34 ans, d'Ottawa, vient d'assumer les fonctions de directeur général du secteur francophone du Service universitaire canadien outre-mer (SUCO).

Originaire du Nouveau-Brunswick, M. Léger occupait, jusqu'à sa récente nomination au SUCO, le poste de chef de la section Afrique et Moyen-Orient de la Direction des organismes non gouvernementaux au sein de l'Agence canadienne de coopération internationale.

Précédemment, il avait été chargé de projets des boursiers à la Direction de la formation professionnelle et technique et chargé des projets de l'Algérie et du Burundi à la Direction francophone des programmes bilatéraux de l'ACDI.



Tout un monde y loge. Un monde idéal pour les emplettes, les affaires, les divertissements, un monde grouillant de gens et d'action.

C'est là qu'il est emballant de faire ses emplettes

Promenez-vous dans les boutiques spécialisées. Admirez les dernières créations de la mode. Avec ses 90 boutiques, magasins et restaurants la Place Bonaventure est le plus grand carrefour commercial du centre ville. Et les 70 nouvelles boutiques, qui ouvriront leurs portes dans "Le Viaduc" cet automne, en feront un centre commercial vraiment extraordinaire.

C'est là que le commerce est le plus affairé

Si vous êtes un acheteur en gros, la Place Bonaventure est l'endroit où vous trouverez plus de fournisseurs que dans n'importe lequel autre centre du Canada. Si vous êtes un fournisseur, c'est là que vous verrez le plus d'acheteurs venant des régions les plus diverses. Le Centre du Commerce en Gros groupe un grand nombre d'établissements... vêtements, chaussures, meubles et accessoires de maison et de bureau, cadeaux ou jouets. Onze bureaux d'achats y sont aussi établis en permanence, dont ceux d'Eaton, Simpsons et de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

C'est là qu'ont lieu les expositions les plus fascinantes

L'immense Hall d'Exposition offre un programme toujours renouvelé d'expositions intéressantes pour les consommateurs et les détaillants. Exposants et visiteurs y viennent de tous les coins du monde.

C'est là que se fait le commerce international

Le Centre International au Mart 'F' est un lieu d'exposition pour les marchandises de plusieurs pays et un centre de renseignements sur le commerce et le tourisme de ceux-ci. C'est aussi le siège de plusieurs bureaux gouvernementaux et de consulats.

C'est facile d'y venir, vous y passerez des heures profitables et agréables

Venez-y en métro ou en voiture. Il suffit de trois minutes pour passer de la Place Ville-Marie à la Place Bonaventure sans même avoir à sortir.

Que ce soit pour manger sur le pouce ou déguster un bon diner, vous rafraîchir dans un bar accueillant ou voir un film intéressant, c'est là qu'il vous faut aller. Les nombreux festivals et spectacles qui ont lieu dans le mail sauront vous divertir. Pour couronner le tout, rendez-vous à l'hôtel Bonaventure, le seul hôtel au monde avec jardins sur le toit.

La cité dans la cité... c'est à la Place Bonaventure.



Place Bonaventure

Montréal

Ce n'est pas seulement un des plus grands édifices au monde...
C'est tout un monde dans un même édifice.

La population chinoise de Montréal se prépare à réagir contre Ottawa

par Jean-Claude TRAIT

La population chinoise de Montréal, en colère, gronde et se prépare à réagir avec vigueur pour contrer le projet du gouvernement fédéral qui vise à détruire une partie du Chinatown afin de construire dans l'avenir, sur cet emplacement, un gigantesque complexe immobilier au coût de \$100 millions.

Sous l'égide des trois Eglises de la communauté chinoise (presbytérienne, pentecôtiste et catholique), les Chinois du Grand Montréal entendent manifester leur désapprobation en fondant un front commun uni et en se rendant en nombre protester à Ottawa, devant le Parlement, et à Montréal, devant l'hôtel de ville.

La première action s'est concrétisée, hier matin, lorsque les pasteurs des trois Eglises en question se sont réunis et ont fait part de leurs doléances et de leurs craintes au cours d'une conférence de presse dans les locaux de l'église presbytérienne.

Les trois prêtres se sont surtout plaints du fait que la population chinoise n'a en aucun temps été consultée quant à ce projet des autorités fédérales.

"Le plus grave, explique

le révérend Paul Chan, de l'Eglise presbytérienne, c'est que ce projet détruit les trois églises qui sont justement sises dans le quadrilatère que le gouvernement fédéral se propose d'acquérir. Or, ces églises représentent toute la culture spirituelle, et artistique de la communauté par leurs activités. Les supprimer, c'est amputer terriblement les liens qui unissent les Chinois de Montréal. Très peu de Chinois vivent dans le Chinatown. Ils résident dans la ville même ou en banlieue. Le Chinatown leur sert de trait d'union, de lieu de retrouvailles, de communication. La disparition des églises sera la fin de la fraternité et de la solidarité des nôtres, tant sur le point de vue culturel que sur le point de vue humain."

Chaque église est, en plus, directement concernée par le projet fédéral. L'église presbytérienne est depuis quelques semaines sujette à des réparations et à la construction d'autres étages. Ces travaux se poursuivent donc pour le moment, ce qui représente des milliers de dollars de dépense. L'église pentecôtiste a aménagé depuis peu dans ce quartier; la location du terrain, la construction de

l'édifice et l'aménagement proprement dit ont coûté \$100.000. Quant à l'église catholique, son responsable, le révérend Thomas Tou, procède à la mise sur pied depuis quelque temps du premier centre médical destiné à la population chinoise. Tous ces projets énoncés tombent donc à l'eau si le fédéral maintient sa décision.

"Nous sommes persuadés, de dire le révérend Thomas Tou, que la population va réagir, d'un commun accord. Au début, lorsqu'elle a appris la décision du gouvernement, par les journaux, elle a été surprise, puis elle a crié son mécontentement."

"Chaque fin de semaine, ajoute le pasteur pentecôtiste Kenneth Ngai, plusieurs centaines de fidèles convergent vers leurs temples du Chinatown. En plus du culte, ils s'adonnent à diverses activités (peinture, théâtre, etc.) organisées par leurs pasteurs respectifs."

Le cri d'alarme est donc lancé dans la communauté chinoise qui s'apprete à défendre ardemment sa solidarité, ses droits et ses traditions... même si, pour l'instant, aucun avis d'expropriation n'a été émis.

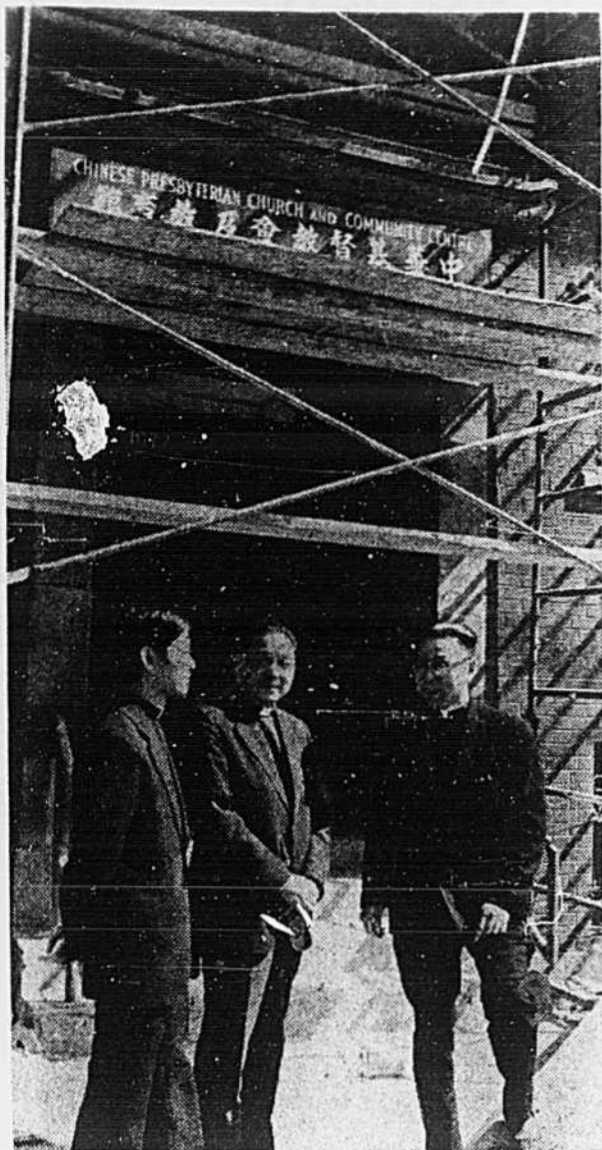


photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

Devant l'édifice de l'église presbytérienne chinoise en rénovation, voici les trois pasteurs qui présideront vraisemblablement au front commun de la communauté chinoise de Montréal. De gauche à droite: le révérend Kenneth Ngai (pentecôtiste), le révérend Paul Chan presbytérien) et le révérend Thomas Tou (catholique).

BALAYEUSES — POLISSEUSES
LAVEUSES DE TAPIS
**VENTE-LOCATION
RÉPARATION**
Pièces authentiques
Sacs — Filtres — Courroies
VACUUM REBUILDERS MTL INC.
5778 BOUL
ST-LAURENT 273-2821

OPTOMÉTRISTES • OPTICIENS
J. HENRY RICHARDSON, Jr., O.D.
JACQUES BENOIT, O.D.
900, SHERBROOKE OUEST (CH. 11) 849-1274
OUVERT DU LUNDI AU MERCREDI DE 9 A.M. à 5:30 P.M.
JEUDI — VENDREDI de 9 A.M. à 9 P.M. — SAMEDI: FERME

Dapper Dan
Le plus grand magasin de "jeans" au monde.
Ste-Catherine & Bleury
6627 Plaza St-Hubert

Comment jugez-vous une voiture?
Par sa vitesse, sa puissance, sa transmission ou ses freins?
Pas de problèmes, tout est là
DANS LA COROLLA
MONTREAL C.M.I. TOYOTA
2955, CÔTE-DE-LIESSE (Metropolitain)
7144, CÔTE-DES-NEIGES
Tel. 747-9811
Tel. 342-1080

Si vous êtes la mère de la mariée et que vous devez organiser la noce, faites appel à l'expérience et aux services de notre directeur des réceptions. Il s'occupera de tous les détails à votre place. Chambres, nourriture, services... autant de détails dont vous n'aurez pas à vous soucier et qui feront quand même de vous "la perle des belles-mamans"!
Laissez-nous préparer la réception de mariage qui vous préoccupe tant, composez 631-2411. Nous avons l'homme doué pour en faire une réussite mémorable.

Le Montréal Aéroport Hilton, administré par Hilton Canada. Banquets pour 400 personnes; réceptions, jusqu'à 650. Stationnement gratuit. Autres hôtels administrés par Hilton au Canada: l'Hôtel Vancouver et le Reine Elizabeth, à Montréal, deux hôtels du CN, le Toronto Airport Hilton et Québec Hilton (ouverture au milieu de l'année 1973). Réservations: consultez votre agent de voyage, tout hôtel Hilton ou du CN, ou le service de réservation Hilton.

La mère de la mariée trouve chez nous un homme qui pense à tout!



MONTREAL AÉROPORT HILTON
631-2411

Salaires

Q: Le Gouvernement a-t-il bougé face à la demande syndicale de porter une attention particulière aux petits salariés?

R: Oui, pour plus de 37.000 employés moins bien payés, le Gouvernement est prêt à leur donner des augmentations supérieures à 4,8% et allant pour certains jusqu'à 5,5% par année.

Q: Comment mieux les payer?

R: 1) Pour le personnel de bureau, de secrétariat, administratif et de soutien (5.100 salariés directement impliqués), en leur attribuant un tarif horaire en point milieu minimum de \$2.50 l'heure et ça dès le début de la troisième année de la convention collective.

2) Pour le personnel de service, de nursing et les ouvriers (32.700 salariés directement impliqués) en leur attribuant après un an de service un tarif horaire de \$2.50 minimum (dès le début de la troisième année) avec une possibilité de travailler 40 heures par semaine ou 15 minutes par jour de plus.

Q: Et les autres?

R: Nous les payons selon la moyenne généralement observée au Québec avec un taux annuel d'augmentation de 4,8 et le rattrapage s'il y a lieu et l'augmentation statutaire.

Régime de retraite

Q: Qui profitera du nouveau régime universel de retraite?

R: 300.000 employés des secteurs public et parapublic. Actuellement seulement 165.000 avaient jusqu'à maintenant la possibilité d'en profiter. Ceux qui ne sont pas couverts se retrouvent principalement dans le secteur des Affaires sociales et chez le personnel de soutien scolaire.

Q: En quoi consiste le nouveau régime universel de retraite?

R: Il consiste à verser à l'employé qui a atteint l'âge de la retraite une rente pouvant aller jusqu'à 70% de son salaire moyen des 5 meilleures années.

Q: L'employé est-il obligé de faire partie du régime de retraite et que lui coûtera-t-il?

R: Le nouveau régime de retraite est facultatif pour les employés en place et obligatoire pour les autres. L'employé paiera 45% de la contribution et l'employeur supportera un fardeau équivalent à 55%.

SOYONS REALISTES

Sécurité d'emploi

Q: La sécurité d'emploi absolue pour tous les employés, est-ce possible?

R: Dans bien des cas, oui. Cependant, dans le secteur de l'éducation, compte tenu de la baisse de la clientèle scolaire dans les années à venir, on ne saurait maintenir plus d'enseignants et d'employés en place que le nombre requis pour accomplir la tâche d'enseignement qu'il y aura.

Q: A-t-on prévu quelque chose dans le cas précis où, dans un secteur donné, il y a du personnel en surplus?

R: Oui, par des mécanismes spéciaux incluant des bureaux de placement sectoriels et intersectoriels, on accordera la préférence d'emploi aux employés déjà en place. On a de plus prévu une caisse de \$1 million pour 18 mois pour recyclage permettant à l'enseignant de se réinsérer dans une nouvelle voie.

Q: Et dans les autres secteurs?

R: Déjà les fonctionnaires jouissent de la sécurité d'emploi. Dans les hôpitaux, la sécurité d'emploi est également assurée après deux ans de service.

Q: Quand les employés pourront-ils bénéficier de ces multiples avantages ainsi que des nouvelles augmentations de salaire?

R: Lorsqu'il en aura été convenu à la table des négociations avec les centrales syndicales.

Nouvelle vague de piraterie aérienne

SAN DIEGO, Californie (PA, UPI, AFP) — L'acte de piraterie aérienne commis vendredi et qui a abouti à la capture du criminel malgré que celui-ci ait d'abord réussi à s'échapper grâce à un parachute, semble avoir été le signal d'une nouvelle épidémie de détournements d'avions.

C'est ainsi qu'hier soir, un homme qui exigeait, tout comme son précurseur de vendredi, \$500,000 et des parachutes, s'est emparé d'un aérobus des Pacific Southwest Airlines qui allait d'Oakland à San-Diego. Une heure après l'atterrissage de l'appareil, un Boeing 727, le FBI capturait le pirate.

Le pirate avait permis aux 85 passagers de quitter l'appareil 35 minutes après que celui-ci se fut posé.

Il avait exigé des cartes pour voler vers Miami. On les lui apporta: il les ramassa près de l'escalier d'accès, fournissant du coup aux policiers l'occasion de le cueillir. Il s'agit de Stanley Harlan Speck, âgé de 31 ans, de San Francisco.

En Amérique latine...

Au Pérou, une tentative de détourner un Boeing sur Cuba a échoué samedi soir. Le pirate, un jeune homme de 19 ans possédant des papiers péruviens et écuatoriens, monté à bord à Piura, à 625 milles de Lima, a entrepris, en menaçant l'équipage d'un revolver, de se faire conduire à La Havane. Le pilote et le copilote l'ont maîtrisé. Souffrant d'une fracture de la cloison nasale, il est hospitalisé à Chiclayo.

A San Juan de Porto-Rico, un ancien administrateur ecclésiastique laïc a été accusé

samedi de l'enlèvement d'un riche banquier porto-ricain, d'avoir reçu \$290, en rançon et d'avoir ensuite volé à Cuba. Il s'agit de Jose Luis Rodriguez, âgé de 42 ans. Il aurait ordonné au vice-président de la principale banque de Porto-Rico, la Banco Popular, M. Jose Luis Carrion, de mettre à sa disposition l'avion de sa famille pour aller à Cuba. L'accusé, détenu à Cuba, aurait sous la menace forcé M. Carrion vendredi à prendre l'argent à sa banque, avant de le garder en otage jusqu'à l'arrivée à Cuba.

Enfin, à San Francisco, un couple est détenu sous l'accusation de tentative d'extorquer \$250,000 à la firme United Airlines par la menace de faire sauter les avions de celle-ci.

Mariage de l'année à Rome

ROME (AFP) — Le "mariage de l'année" a été célébré samedi matin à Rome: le Cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a, de la part du pape, donné la bénédiction nuptiale à Donna Laurentia Colonna, fille du prince et de la princesse Colonna, et à Don Fabio Vandalo Sanfelice Di Bagnoli, fils du duc et de la duchesse Di Bagnoli.

C'est l'alliance de deux des plus célèbres et anciennes familles d'Europe. La maison seigneuriale des Colonna, à laquelle appartient le pape Martin V, remonte au Xème siècle.

Parlez canadien, Monsieur Trudeau!



Le premier ministre Trudeau a reçu samedi soir un petit canon pour son fils Justin, alors qu'il participait à la remise des prix du National Newspaper Awards, à Toronto.

TORONTO (PC) — "Parlez canadien", a lancé en anglais quel qu'un dans l'assistance quand le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, prononçant un discours, est passé de l'anglais au français pendant quelques minutes:

"Ce monsieur apparemment ne comprend que le français de Paris", a alors répliqué M. Trudeau à l'importun.

Parlant au banquet au cours duquel devaient être remis les prix de journalisme du Club de la presse masculine de Toronto, le chef du gouvernement canadien a fait un large exposé sur le développement du Grand Nord dans lequel le système de transport aura un rôle primordial à jouer.

Il a notamment mentionné l'importance des re-

cherches océanographiques sur les trois mers riveraines, les communications spatiales, les véhicules tous-terrains et les avions à décollage et atterrissage sur courtes pistes.

"Il y a d'autres moyens, tout aussi importants, a ajouté M. Trudeau, autant que le chemin de fer transcontinental ou la Voie maritime du St-Laurent."

Le premier ministre a néanmoins affirmé qu'il fallait tenir compte des dangers que le développement du Grand Nord peut faire courir aux Canadiens d'origine, Indiens et Esquimaux, car leurs désirs doivent être pris en considération et respectés.

Les transports

Les transports dans le Grand Nord, qui faciliteront l'exploitation de ressources, amèneront également du monde, il y aura

donc un danger, pour les anciennes coutumes et valeurs indigènes qui pourraient être ignorées et mises de côté, a encore dit M. Trudeau, ajoutant qu'il fallait protéger les intérêts de ces Canadiens, comme il faut également préserver l'écologie avant d'effectuer tout développement.

A propos des transports dans le Grand Nord, M. Trudeau a dit:

"J'ignore encore la nature précise du système qui sera mis en place. Je sais par contre qu'il aura plusieurs facettes, qu'il sera onéreux, mais qu'il apportera des résultats immenses à tous les Canadiens, partout au Canada, et ce sera une réalité d'ici dix ans."

"Une partie de ce système sera indiscutablement le corridor de la vallée Mackenzie, avec oléo-

duc, gazoduc et une autoroute ouverte par tous les temps, la seule à relier le Sud canadien avec la côte de son troisième océan. Le coût de ce complexe atteindra les \$10 milliards.

"Il ne faut pas oublier que le coût de la Voie maritime du St-Laurent a atteint \$500 millions, et ce fut le projet le plus cher du Canada. Il faut multiplier par 20 le coût de développement du Grand Nord, sur une période de quelque 15 ans. C'est à la mesure de la taille de notre pays."

Le premier ministre a également envisagé l'ouverture d'un port sur l'océan Arctique, ouvert 365 jours par an au lieu des 85 jours actuels, ce qui touchera considérablement les facteurs économiques du transport dans les régions nordiques et occidentales du Canada.

Pas possible comme elle vous en donne



1. Moteur de 73 chevaux
2. Transmission à 4 vitesses synchronisées
3. Freins à disque à l'avant
4. Sièges-baquets inclinables
5. Dégivreur de la glace arrière
6. Pneus à bande blanche
7. Garnitures intérieures en vinyle
8. Lave-glace électrique
9. Essuie-glace à 2 vitesses
10. Tableau de bord rembourré en retrait
11. Colonne de direction amortissante
12. Boîte à gants
13. Allume-cigarettes
14. Lampes d'accueil à 3 positions
15. Système chauffage/dégivrage surpuissant
16. Lampe-témoin du frein manuel
17. Ceintures de sécurité escamotables à trois points
18. Ventilation renforcée "fresh-flow"
19. Glaces arrière pivotantes
20. Construction monocoque
21. Batterie de 60 ampères
22. Freins à double maître-cylindre
23. Pare-chocs enveloppants
24. Feux de position latéraux
25. Phares de recul
26. Revêtement du coffre lavable et amovible
27. Pneu de rechange en retrait
28. Trousse à outils et cric
29. Application de la peinture à l'électrophore
30. Multiclightants

TOYOTA

pour
\$2188*

*Prix de détail suggéré pour la Corolla 1200 sedan 2 portes. F.à.b. à Vancouver, Calgary, Toronto, Montréal et Moncton. Transport local, immatriculation et taxe provinciale en sus.

Toyota possède un réseau commercial de vente et de service après-vente partout au Canada et dans le monde entier.

MONTRÉAL
Alix Automobile Inc.
6807, rue De Lommes
Tel. 376-9191
Chasse Toyota Inc.
819, est, rue Rachel
Tel. 522-1198
Import Motors Corp.
1922, ouest, rue Ste-Catherine
Tel. 939-6352
Montreal CMI Toyota Ltee
7144, Côte-des-Neiges
Tel. 342-1080
2955, Côte-des-Neiges
Tel. 747-9811
Montreal-Nord Toyota Inc.
4847, est, boul. Gouin
Tel. 321-1780 321-6540
Tessier Toyota
5800, est, boul. Métropolitain
Tel. 254-7505

BANLIEUES DE MONTRÉAL
LACHINE
Spinelli Garage Ltee
561, rue St-Joseph
Tel. 637-3711
LAVAL
CHOMEDEY
Gagnon Automobile Ltee
3065, boul. St-Martin
Tel. 688-1916
PONT-VIAU
Bertrand Automobile Ltee
4, boul. des Laurentides
Tel. 687-0303
LONGUEUIL
Import Motors Corp.
839, boul. Taschereau
Tel. 671-3990

PIERREFONDS
Pierrefonds Toyota Ltee
14350, ouest, boul. Gouin
Tel. 626-2122
POINTE-AUX-TREMBLES
Garage Notre-Dame Automobile Inc.
11675, est, rue Notre-Dame
Tel. 645-7487
TERREBONNE
Garage L.G. Levesque
501, boul. Terrebonne
Tel. 666-4117
VERDUN
N. Lepage Auto Ltee
3476, boul. Lacombe
Tel. 769-3843
BEAUXHARNOIS
Beaucharnois Automobile Inc.
113, rue St-Laurent
Tel. 429-4040 691-3990

FARNHAM
Lagoy Automobile Ltee
1180, rue Principale
Tel. 293-5363
JOLIETTE
N. Roy Auto Inc.
555, boul. Barrette
Tel. 753-7903 756-4824
LACHUTE
Campbell & MacDonald Motor Sales Ltd.
Route 241
Tel. 562-6562 562-5754
McMasterville
Real Boucher Auto Eng.
555, boul. Laurier
Tel. 467-0229
REPENTIGNY
Barnabe & Campbell Auto Inc.
142, rue Notre-Dame
Tel. 581-6430

RIGAUD
Page Automobile Eng.
34, St-Jean-Baptiste
Tel. 238-4040
RIVIÈRE-DU-LOUP
Voyer Automobiles Inc.
1, rue Tache
Tel. 862-0263
SEPT-ÎLES
Centre de l'Auto de Sept-Îles Inc.
225, rue Lavie
Tel. 962-4579 962-5531
STE-ADELE
Garage Ste-Adele Inc.
100, boul. Ste-Adele
Tel. 229-3515
ST-ANTOINE (St-Jérôme)
Les Agences Kyoto Ltee
1150, boul. des Laurentides
Tel. 432-9525

ST-EUSTACHE
Toyota Deux-Montagnes Inc.
984, boul. Sauve (Route 8)
Tel. 627-2697
ST-GEORGES-DE-BEAUCHE
La Chaudière Auto Inc.
185, Route Kennedy
Tel. 228-9721
ST-HYACINTHE
Auto Inc.
600, St-Louis
Tel. 773-0401 773-4542
ST-JEAN
Dery Auto Inc.
120, rue St-Jacques
Tel. 347-7551
ST-NORBERT (Co. Berthier)
Garage Reineau Laporte
Tel. 836-3531

ST-PASCAL (Co. Kamouraska)
Robert Auto Eng.
538, boul. Herbert
Tel. 429-2149
ST-RAYMOND (Co. Portneuf)
Futuro Inc.
279, St-Jacques
Tel. 337-2201
ST-THÉRÈSE
Blainville Toyota Incorporated
104, boul. Desjardins
Tel. 622-3313
TRACY
Poussant Toyota Inc.
4500, boul. Marie-Victoria
Tel. 742-2727
VALLEYFIELD
Covelland Automobile Eng.
400, Chemin Larocque
Tel. 373-0650

Profitez des **SPÉCIAUX BONI-OPTION** Chevrolet et Oldsmobile chez

ON EST À LA HAUTEUR!
Angle Jean-Talon et Décarie

iw.h.perron

Partez du bon pied

Pour réussir un jardin plantureux employez la célèbre

MOUSSE de TOURBE

fafard

Composée de sphagnum organique pure à 98%, la mousse de tourbe Fafard est employée et recommandée par d'importants maraichers depuis 25 ans. Vous devriez l'employer aussi. Faites-en provision dès maintenant chez W. H. PERRON

Elle améliore le sol comme suit:

- Elle ajoute de la matière organique.
- Elle allège et aère les sols glaiseux.
- Donne du "corps" aux sols sablonneux.
- Absorbe et retient l'humidité.
- Accroît la rétention de l'engrais par le sol.

Ballot 6 pi. cu. **\$4.75**
Ballot 4 pi. cu. **\$3.35**
Ballot 2 pi. cu. **\$2.00**

Aussi en sacs de polyéthylène, à 55¢ et 98¢

Venez visiter notre Centre de Jardinage dès cette fin de semaine

iw.h.perron

515, LABELLE, CHOMEDEY

(1/2 mille au nord du pont de Cartierville)
Vaste terrain de stationnement gratuit

332-3610 (pour Montréal et la banlieue)

Le pirate qui a soutiré \$500,000 en détournant le vol Newark-Los Angeles est arrêté par le FBI

BARNABÉ MOTORS La maison du Service
CHEVROLET — OLDSMOBILE — VEGA
 pour la meilleure transaction
 venez nous voir
925 boul. LAURENTIEN 744-6401

PROVO, Utah (Reuter) — Les agents du FBI ont arrêté dimanche à son domicile un ancien combattant du Vietnam âgé de 29 ans qui est accusé d'avoir détourné vendredi un appareil de la United Airlines et d'avoir emporté une rançon d'un demi-million de dollars.

La nouvelle a été annoncée à Washington par le directeur du FBI, M. Edgar Hoover, qui a précisé que l'homme arrêté s'appelle Richard Floyd McCoy Jr et qu'il est étudiant, marié et père de deux enfants.

La capture s'est déroulée sans incident, a ajouté M. Hoover, sans préciser si l'argent avait pu être récupéré.

McCoy comparaitra devant un juge fédéral de Salt Lake City, Etat d'Utah, sous l'inculpation de détournement du vol Newark-Los Angeles et de détention de 91 personnes à bord à l'appui de ses exigences.

La rançon qu'il avait réussi à soutirer est la plus importante dans l'histoire de l'aviation commerciale américaine.

Le pirate de l'air avait sauté en parachute avec l'argent, alors que l'avion volait à une altitude de 12,000 pieds au-dessus de l'Utah. Les recherches entreprises par la police au sol s'étaient avérées infructueuses.

La peine maximale encourue par un pirate de l'air aux termes de la loi fédérale est la mort, mais elle demeure théorique.

Témoignages

L'auteur du détournement, qui était inscrit sur la liste des passagers sous le nom de T. Johnson, avait contraint le Boeing-727 à se rendre à San Francisco après une escale à Denver. D'après les descriptions que les témoins ont données de lui, l'homme était corpulent et il portait une perruque et des lunettes noires.

Après avoir gardé en otages, pendant trois heures et demie, les six membres d'équipage et les 85 passagers, il avait autorisé ceux-ci à descendre après s'être fait remettre la rançon et quatre parachutes.

Il a ensuite forcé le pilote à survoler le sud-ouest des Etats-Unis jusqu'au moment où il a décidé de se jeter en parachute au-dessus d'une ré-

gion marécageuse, près de Provo.

Les passagers de l'avion ont déclaré qu'il était armé de deux pistolets, d'une grenade et d'un pain de plastic.



Richard F. McCoy Jr.

c'est quoi ton problème...

un tacot tout rouillé, une bagnole dangereuse?



T'es mieux de la laisser avant qu'elle te laisse. Un Prêt Personnel c'est vite fait. Le taux d'intérêt est modique. Les remboursements sont adaptés à ton budget. Ton prêt est protégé par une assurance-vie.

Viens faire un tour et tu verras Qu'entre amis, on s'entend bien!

LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITE ET DU DISTRICT DE MONTREAL

nous on est là jusqu'à 6 heures, du lundi au vendredi

DEVENEZ PLUS CONFIAINT EN VOUS-MÊME
INSCRIPTION COURS DALE CARNEGIE

PLUS DE 1,500,000 GRADUÉS
 (hommes et femmes)

B. BROUILLARD

- Sachez vous exprimer
- Sachez convaincre
- Sachez parler en public
- Apprenez à contrôler la tension et les soucis
- Ayez la mémoire des noms
- Ayez une conversation plus intéressante
- Obtenez une meilleure situation, un meilleur salaire

Assistez à une **DÉMONSTRATION GRATUITE EN FRANÇAIS MARDI, 11 AVRIL 8 h. p.m.**

HÔTEL SHERATON MONT-ROYAL
 1455, rue Peel (métro Peel)
 Mezzanine, suite M21 — 845-5264 après 10.30 a.m.
 Présenté par E. J. Glowka & Associates, Inc.

NOTRE ÉTAT FRANÇAIS NOUS L'AURONS!
 — Lionel Groulx

10,000 QUÉBÉCOIS EN ACTION...
 "Nous sommes maintenant plus de 10,000 à œuvrer au succès de l'opération 200,000. Faites comme nous. Demandez la brochure de la pétition et recueillez les signatures des gens qui vous entourent. Agissons ensemble!"

OPÉRATION 200,000 PÉTITION

- Proclamation du français seule langue officielle du Québec
- Abrogation de la loi "63"

866-1761

Aidez au financement de cette action en adhérant à votre Société Nationale.

NOM (LÉTTRES MOULÉES) _____
 ADRESSE _____
 OCCUPATION _____ TÉL. _____
 SIGNATURE _____ ÂGE _____

La cotisation annuelle est de \$5.00 (\$2.00 étudiant). Veuillez inclure ce formulaire complet et le montant requis dans une enveloppe adressée comme suit:

LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTREAL
 1182 BOUL. ST-LAURENT, MONTREAL 129

DÉTAILLANTS Ne rêvez plus!

le viaduc est là!

à **Place Bonaventure**

70 boutiques toutes fraîches, toutes neuves ouvriront leurs portes cet automne.

La Galerie des boutiques, magasins et restaurants de la Place Bonaventure abrite déjà 90 établissements, parmi les plus fameux du centre-ville. Il n'y a plus un pouce à louer. Alors, nous leur ajoutons 55,000 pieds carrés.

- 70 nouvelles boutiques que vous pouvez louer dès maintenant.
- Un emplacement bien achalandé... à l'entrée du Hall d'Exposition.
- Boutiques et kiosques de 100 à 1,000 pieds carrés.
- Sensationnel programme continu de promotion.

Les pieds carrés partent vite... Renseignez-vous dès aujourd'hui auprès du Gérant de Location, au numéro (514) 395-2205.

Place Bonaventure

VENTE SENSATIONNELLE

MANUFACTURES LTÉE. LaSalle FACTORIES LTD.

BAIL EXPIRÉ

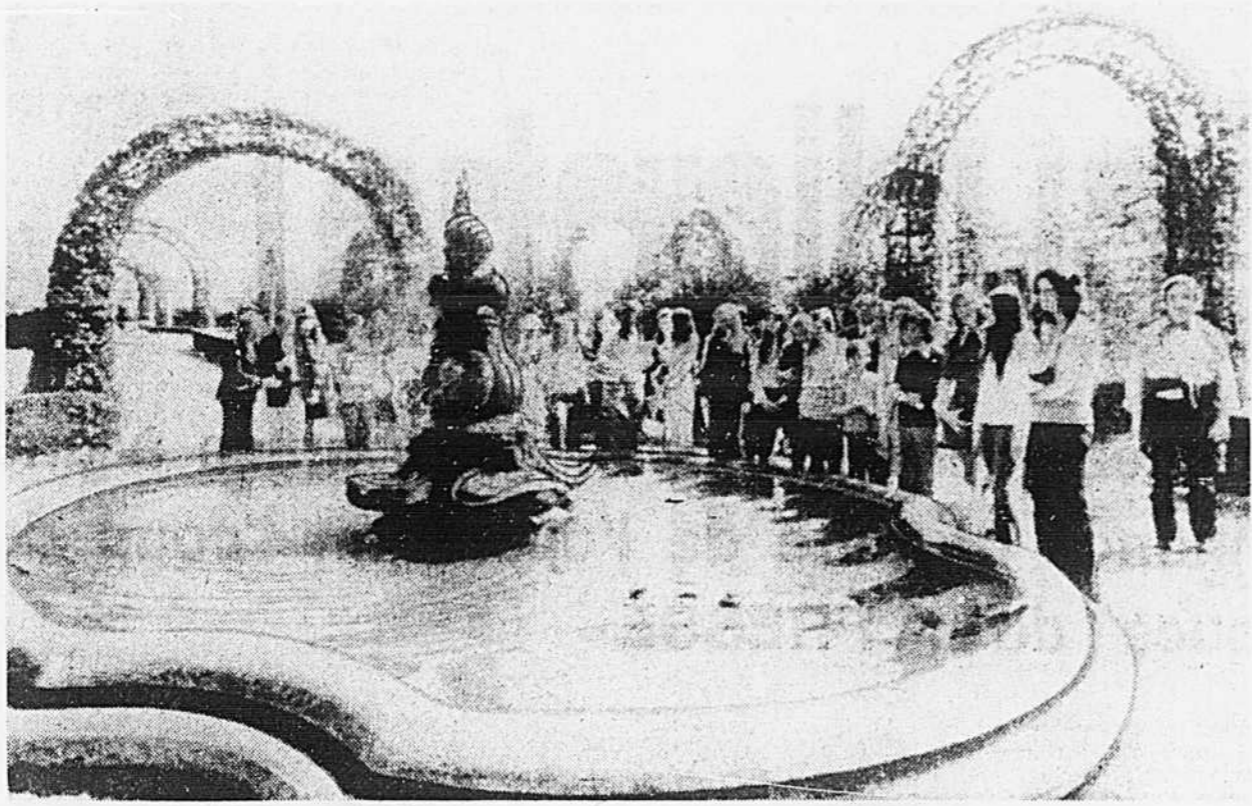
AU PALAIS DU COMMERCE
1600 RUE BERRI

MAGASIN FERMÉ TOUTE LA JOURNÉE, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

la vente commence mercredi, dès 9 h 30 a.m.

VOYEZ NOTRE PAGE D'ANNONCE DANS CE JOURNAL DEMAIN.

Vers la disparition des caractères de l'écriture chinoise



Les jardins du Vatican ouverts au public

Le pape Paul VI a décidé d'ouvrir les jardins du Vatican au public. Depuis quelques jours, moyennant quelques lires, les touristes peuvent contempler les magnifiques fontaines et les sculptures florales d'un faste peu ordinaire. Jusqu'à maintenant, ces jardins étaient le domaine serein du pape

et de ses proches. Les monarches de Scandinavie ont depuis quelques années mis leurs jardins à la disposition de la population... Voilà un espace vert de plus dans la région de la capitale italienne.

Les idéogrammes chinois, qui font de cette langue l'une des plus difficiles du monde (ils sont au nombre de 50.000 environ), vont être progressivement remplacés dans l'avenir par l'alphabet latin, indique M. Kuo Mo Jo, président de l'Académie des sciences et vice-président de l'Assemblée nationale chinoise, dans le "Drapeau rouge", mensuel de doctrine du comité central.

M. Kuo Mo Jo, répondant par un bref article, écrit le 23 mars dernier, à un lecteur qui interrogeait le savant sur la simplification des idéogrammes, précise qu'une période très longue s'écoulera avant que ce but ne soit atteint. Les caractères chinois seront alors limités à l'usage d'un petit nombre de spécialistes comme le sont aujourd'hui le latin et le grec ancien. Il ajoute que le président Mao estime que "les caractères chinois doivent être réformés et que cette réforme prendra l'orientation commune au monde entier, la romanisation".

Cette directive du président chinois, dont on ignorait jusqu'à présent l'existence, nécessitera pour être réalisée une étape intermédiaire qui prendra peut-être toute une génération.

D'autre part, M. Kuo Mo Jo écarte la suggestion de "certains amis japonais", visant à unifier les idéogrammes chinois et japonais.

En attendant que la romanisation complète du chinois soit réalisée, ses caractères dont seuls trois mille sont utilisés dans le langage courant seront simplifiés. Une commission avait été désignée à cette fin au cours des années 50 mais avec la révolution culturelle on n'entendit plus parler d'elle.

En 1958, au moment où était mis au point le "Pin Yin", système de transcription en alphabet romain des caractères chinois d'après leur prononciation dans la langue de Pékin (le Pu Tong Hua), M. Chou En-lai, chef du gouvernement, avait déclaré que cette réforme visait à faciliter l'enseignement d'une langue commune à tout le pays, et à aider les étrangers à apprendre le chinois.

Prié de dire si cette réforme était compatible avec les sentiments de patriotisme du peuple chinois, M. Chou En-lai avait répondu qu'elle l'était, et avait qualifié l'alphabet romain de "serie de symboles d'usage international dont aucun pays ne peut prétendre qu'ils lui sont propres". Il avait ajouté: "Nous utiliserons l'alphabet romain tout comme nous fabriquons des trains, des bateaux, des automobiles et des avions, comme nous employons les chiffres arabes et le calendrier chrétien. Le jour viendra, avait-il dit encore, où toutes les langues parlées et écrites du monde seront unifiées".

La tâche de simplification des idéogrammes est certainement immense. Elle devra être précédée, en effet, par l'unification de la langue parlée dans le pays.

Allemands mis en quarantaine

HANOVRE, Allemagne fédérale (Reuter) — Le nombre de personnes qui ont été mises en quarantaine à Hanovre et dans sa région, après avoir été en contact avec M. Ejup Hodzaj, un immigrant yougoslave atteint de la varicelle, est maintenant de 572.

La dernière en date des personnes à avoir été placée dans un centre de quarantaine est un vagabond qui s'était fait remarquer jeudi dans un bureau de poste alors qu'il était en état d'ébriété.

La poste a prévenu la police qui a identifié le vagabond comme étant un homme qu'elle recherchait depuis que des cas de varicelle ont été signalés dans la région de Hanovre.

Elle aboutit par erreur à Barcelone

BARCELONE (UPI) — Lida Zastovska (14 ans) attend depuis 10 jours à Barcelone que quelqu'un vienne la chercher pour la rendre à sa famille. La jeune fille, une blonde aux yeux bleus, a raconté qu'étant venue à Paris avec sa mère de nationalité soviétique elle l'avait perdue à Orly dans la foule des vacanciers de Pâques, et qu'ayant suivi un groupe de voyageurs, parmi lesquels elle croyait que se trouvait sa mère, elle s'était retrouvée à bord d'un avion en partance pour Barcelone.

Barcelone, Lida avait échappé aux contrôles et ce n'est que plusieurs heures après l'arrivée de l'avion que quelqu'un, apercevant la jeune fille errant dans l'aéroport, prévint la police.

AUVENTS

Fibre de verre "FILON"

pour fenêtres, portiques, balcons, abris d'autos ou de patios.



- CLOTURES de terrains ou de piscines. Fibre de verre "FILON", choix de plusieurs couleurs. Monture fer ornemental ou aluminium.
- PORTES ET FENETRES aluminium ou fini permanent.
- RAMPES ET BALUSTRADES fer ornemental ou aluminium, fini permanent.
- PIERRE artificielle
- REVÊTEMENT aluminium



PREMIER FIBER-GLASS CONSTRUCTION INC.
3390 Mont-Joli, Montréal-Nord Tél 321-6410

C'est le meilleur temps de commander chez

Premier

vos AUVENTS de toutes sortes

En achetant MAINTENANT DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

Vous obtenez un MEILLEUR PRIX et une LIVRAISON PLUS RAPIDE

ESTIME GRATUIT 321-6410 TRAVAIL GARANTI 25 ANS D'EXPERIENCE

Achetez une Impala, une Bel Air ou une Chevelle Malibu spécialement équipée: la radio est gratuite!

VENTE CHEVROLET



Comparez la Vente Chevrolet avec les autres ventes...économisez!

Voiez tout ce que vous offre la Vente Chevrolet.

Lorsque vous achetez pendant la Vente Chevrolet un des modèles suivants spécialement équipés: coupé sport, coupé Custom, sedan quatre portes ou sedan sport Impala V8...ou coupé sport ou sedan quatre portes Bel Air V8, possédant aussi:

- un revêtement de pavillon en vinyle
- une montre électrique
- un pare-brise en verre teinté
- des pneus à flanc blanc
- un ouvre-coffre électrique (un équipement de prix modique qui vous plaira)

...nous vous donnons une radio AM d'une valeur de \$92.75*, absolument GRATIS.

OU...lorsque vous achetez un des modèles suivants spécialement équipés de Chevelle Malibu: coupé sport, sedan sport ou sedan quatre portes, possédant, aussi:

- des pneus à flanc blanc
 - des enjoliveurs de roues
 - toutes les glaces en verre teinté
 - un débembueur de glace arrière
- ...nous vous donnons une radio AM d'une valeur de \$80.75*, absolument GRATIS.

Voilà ce qui s'appelle en avoir pour son argent.

Recherchez les étiquettes rouges chez les concessionnaires Chevrolet participant à la Vente Chevrolet.

Faites des comparaisons. Vous constaterez la différence.

Vous économiserez. Mais pressez-vous, la vente a une durée limitée.

Amateurs de familiales: GRATIS: porte-bagages de toit en prime sur les grandes familiales Chevrolet spécialement équipées.

Au lieu d'une radio AM, vous recevez un porte-bagages de toit en prime. Pendant la Vente Chevrolet, lorsque vous achetez une grande familiale Chevrolet spécialement équipée et possédant aussi:

- un pare-brise en verre teinté
- une radio AM
- des pneus à flanc blanc
- un rétroviseur extérieur télé réglable
- une commande électrique d'abattant (le célèbre abattant escamotable de Chevrolet)

...nous vous donnons un porte-bagages de toit d'une valeur de \$82.95*, absolument GRATIS.

*Prix de détail suggéré par le fabricant.

Aujourd'hui même, chez tous les concessionnaires Chevrolet participant à cette campagne.

la presse

étudiants!

trouvez-vous un emploi d'été grâce à une annonce gratuite de l'opération "coup de pouce" de LA PRESSE

annonces GRATUITES

LA PRESSE

sait ce qu'un emploi d'été représente pour un étudiant. C'est pourquoi elle vous offre ces annonces GRATUITES. Si vous êtes élève ou étudiant et que vous avez au moins 16 ans, publier une petite annonce de demande d'emploi d'été dans LA PRESSE ne vous coûtera absolument rien.

FAITES PARVENIR

le coupon ci-dessous à l'adresse indiquée. LA PRESSE publiera votre demande d'emploi d'été au moins une fois entre le 18 avril et le 26 mai. Votre texte paraîtra peut-être plusieurs fois, selon le nombre de petites annonces reçues. La rubrique "Emplois d'été" paraîtra les

mardis et vendredis dans le cahier des petites annonces.

RÉDIGEZ

une annonce Succès. Evitez les mots inutiles comme "étudiant", "étudiante", (la rubrique étant divisée selon le sexe, inutile aussi de préciser ce détail), "accepterais", "aimerais" ... Par contre, les précisions sur votre expérience passée, votre degré de scolarité, votre âge, vos connaissances linguistiques, votre résidence, si vous habitez l'extérieur de Montréal, sont utiles.

IMPORTANT

Ces annonces ne sont offertes qu'aux personnes qui sont encore aux études et aux finissants de 1972.

bon à expédier à

la presse

DIVISION DES PETITES ANNONCES
OPÉRATION "COUP DE POUCE"

7, rue Saint-Jacques, Montréal 126

M., Mlle

ADRESSE APP.

VILLE ZONE

TÉL. INSTITUTION

SIGNATURE

ÉCRIRE LISIBLEMENT UN SEUL MOT PAR CASE. NE PAS DÉPASSER LE NOMBRE DES CASES.

Livraison en personne:
remettre au portier à l'en-
trée Saint-Jacques.
PRIÈRE DE NE PAS
TÉLÉPHONER
AU JOURNAL

la presse



Love aime mettre de l'éclat sur vos lèvres

Au printemps tout reprend de l'éclat et LOVE met sur vos lèvres celui des plus jolis coloris de la saison. La saison ou un simple caprice peut se révéler un grand amour... au premier regard de Love.

1. Les rouges Reflexions à texture crémeuse richement hydratée pour un éclat plus durable. Coloris "classy pink", "pure pink", "rare red", "rich coral", "lushsienna", "pink plum" ou tons nacrés "glistening pink", "polished peach", "burnished pink", "lustrous pink peach", "crystal russet" et "radiant raspberry". **225**
 .14 oz
2. "Stick lip cream" est un bâton-crème pour les lèvres donnant une fraîcheur de rosée en tout temps, une touche supplémentaire d'hydratation et d'éclat. Ne change pas de teinte sur vos lèvres et ne laisse pas de traces. Nuance de rose, beige, pêche ou naturel. **175**
 .14 oz
3. "Glossy Lip Tint" un brillant à lèvres super-luisant teinté en tube. Tonalité "pink amber", "ginger", "tender pink", "honey", "wine", "crystal frost", "pink mauve" et "soft red". **185**
 .2 oz

Venez rencontrer la conseillère de beauté Love, Mlle P. Vincent, chez Eaton centre-ville, rayon des cosmétiques au rez-de-chaussée, du mardi 11 au samedi 15 avril.



Novara à la recherche d'un teint de jeunesse

Quel âge donnez-vous à votre peau? La nouvelle formule de beauté "Oil of Youth" de Novara contient un hydratant traité cliniquement pour aider à nourrir votre peau à l'aide de sept ingrédients vitaux. Aide à effacer les ridules, adoucit et agit pour assouplir. Empêche aussi l'assèchement. Pensez jeune. Pensez Novara... matin et soir.

"Oil of Youth"

Non représenté: tube 1 oz **150** 4. tube 3 oz **350** 5. 4 oz **450**



Un bain de beauté avec Algemarin

La fraîcheur de la mer se retrouve dans cette fragrance qui rend le bain plus agréable et en fait une vraie détente grâce à ses algues et plantes marines qui stimulent la peau.

- Non représenté: 5.25 oz fl. **295**
6. Bain mousse aux algues marines 8.82 oz (env. 21 bains) **550**
7. Shampoing sec 3.32 oz (env. 8 bains) **225**
- En contenant fantaisie 17.5 oz (env. 45 bains) **1100**
(non représenté) 35 oz (env. 85 bains) **1750**



Le charme de la beauté dans la tradition de Shiseido

Les produits Shiseido sont pour le charme délicat de la beauté féminine d'aujourd'hui.

8. "Essential Cream" est une crème de nuit à la gelée royale. .35 oz **850**
9. Eau de Cologne Zen en diffuseur, une fragrance intrigante et troublante de l'Orient. 2 3/4 oz **900**

Offre prime: tout achat de 7.50 ou plus de produits Shiseido vous donne droit en prime au nécessaire de voyage contenant "Astringent Lotion" (.7 oz fl.), "Golden Mellow Lotion" (.7 oz fl.), "Massage Cream" (.23 oz), pain de savon miel (1.1 oz) et masque facial (.43 oz) ainsi que des papiers-mouchoirs.



Venez rencontrer les conseillères Fumie Takasaki au centre-ville du mardi 11 au samedi 22 avril et Fumiko Uragami du mardi 11 au samedi 15 avril; Keiko Abe à Pointe-Claire du mardi 11 au samedi 15 avril et Fumiko Uragami du mardi 18 au samedi 22 avril; Annie Tenoudji à Anjou du mardi 11 au samedi 22 avril. (Les conseillères seront sur place tous les jours sauf le lundi, aux heures ouvrables du magasin.)

Ceci est votre carte d'invitation

Shiseido vous invite à une cérémonie du thé dans la pure tradition japonaise. Rendez-vous au comptoir Shiseido, rayon des cosmétiques, pour y faire valider votre invitation. La cérémonie du thé aura lieu chez Eaton centre-ville les mercredis 12 et 19 avril et les jeudis 13 et 20 avril; à Pointe-Claire, les jeudis 13 et 20 avril; à Anjou, les vendredis 14 et 21 avril. (Découpez ce coupon et présentez-le à notre comptoir de cosmétiques.)



Soins de beauté Jean d'Àvezé en exclusivité chez Eaton

Une gamme de produits de soins pour entretenir la vie de votre beauté.

10. Crème hydratante antirides pour le jour, protège et sert de base de maquillage. 1 3/4 oz **1000**
11. Baume de Jeunesse pour protéger et revitaliser la zone délicate du tour des yeux. 7/16 oz **750**
12. Crème pour le cou non grasse, incolore et très facilement absorbée. Aide à réduire le relâchement musculaire et les fêlissures de la peau. 1 1/16 oz **1000**

Non représenté: Aussi: nécessaire de voyage. Offre spéciale du fabricant **1250**

EATON centre-ville (rez-de-chaussée) et Anjou seulement

EATON est juste au bout du fil. **842-9211**

EATON centre-ville (rez-de-chaussée), Anjou et Pointe-Claire. Rayon 216
Livraison sans frais des commandes de plus de 3.00

EATON



LA BEAUTÉ VRAIE!

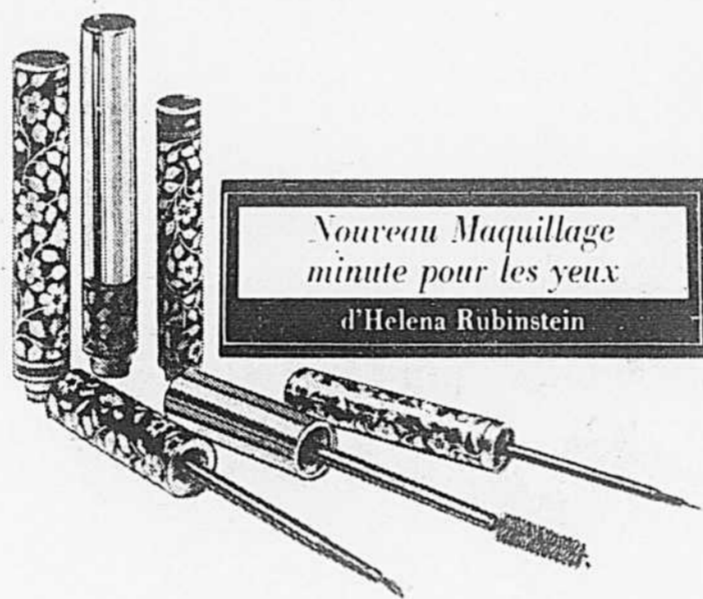
Soins modernes de beauté par professionnels attirés

La beauté vraie... le monde de la beauté chez Eaton. Au rayon des cosmétiques chez Eaton, des "professionnelles de la beauté" hautement qualifiées vous sont entièrement dévouées et veulent vous aider à paraître comme vous le souhaitez. Nous vous invitons à venir les rencontrer... prenez le temps qu'il faut pour entendre leurs conseils au sujet des soins de la peau et du teint, des cheveux, du corps, du maquillage des yeux, des ongles et des lèvres... les nouvelles fragrances qui vous conviennent selon votre humeur. Venez découvrir la

beauté vraie chez Eaton... dans une ambiance plaisante où tout est au service de votre beauté. Apprenez la beauté avec celles qui en parlent le langage: nos conseillères professionnelles et les représentantes des plus grands parfumeurs et cosméticiens du monde. Venez vous renseigner sur les merveilleuses nouveautés et découvrir pour vous la beauté vraie chez Eaton.



La beauté vraie... avec Chanel No. 5. Appréciée de toutes les femmes. Sa fragrance classique a su les séduire depuis des années et continue à les séduire. Eau de Cologne 2.3 oz, 4.50; 4.4 oz, 8.00; 8.8 oz, 14.00. Diffuseur-Cologne 1.5 oz, 7.00. Eau de Chanel en atomiseur 3.3 oz, 12.50.



*Nouveau Maquillage
minute pour les yeux*

d'Helena Rubinstein

La beauté vraie... avec Helena Rubinstein. Des yeux charmants et charmeurs, en quelques minutes! Apprenez comment les faire avec les fards-paupières crémeux, les lignes-paupières veloutées et le mascara protéiné d'Helena Rubinstein. Fard-paupière Minute "Shadowmatic" 3.50. Traceur ligne-paupière Minute Automatique 5.00. Mascara Minute Automatique "Long-Lash" 3.50.



La beauté vraie... avec Eyan. "White Shoulders" c'est tout un bouquet! Parfum "White Shoulders": flaconnet 1 dram, 4.00. Bain "Youth and Beauty" White Shoulders 2 oz, 5.75. Cologne "White Shoulders" en atomiseur 2.5 oz, 5.50. Lotion "Satingide" White Shoulders pour le corps 4 oz fl, 4.50.

Eaton centre-ville et Pointe-Claire seulement



La beauté vraie... avec Coty. Nouveaux grands succès de Coty... petites astuces beauté: les fards "Little Dipper" 1.50, pour les yeux "Smoky Eye Smudge Pots" 2.50, pour les lèvres "Honey Pots Lip Cover" 2.50, pour les joues "Blush Pots" 2.50 et les ombres "Colour Flicks" 1.50.



La beauté vraie... avec Estée Lauder. Voyez comment elle peut rendre la beauté vraie avec du lait pur... en alliant la nature à la science pour trois remarquables créations. Le nouveau démaquillant "Pure Milk Creme Wash" 6.50. Le nouveau rajeunisseur "Pure Milk Freshener" 5.00. Le nouveau masque "Ice Milk Mask" 6.50.



La beauté vraie... avec Sunbeam. Un aide-beauté nouveau pour le soin des cheveux qui leur donne cette coiffure professionnelle. Peigne-coiffeur "Sunbeam" 2 vitesses qui brosse, peigne et masse, 24.95. Séchoir-coiffeur "Sunbeam" à emporter partout avec vous, 24.95.

Venez pour un instant de vérité

Rendez-vous ou téléphonez

842-9211

Livraison sans frais des commandes de plus de 3.00.

Venez parler soins de beauté

EATON centre-ville (rez-de-chaussée),
Anjou, Pointe-Claire, Rayon 216

EATON

HEURES D'AFFAIRES EATON: LUNDI, MARDI, MERCREDI DE 9 H 30 A 18 H — JEUDI, VENDREDI DE 9 H 30 A 21 H — SAMEDI DE 9 H A 17 H — LE STANDARD OUVRE A 8 H 30, 842-9211